

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/G/120
3 septembre 2003

(03-4595)

Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

HONDURAS

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement hondurien est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Honduras.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	4
II. PLAN GOUVERNEMENTAL POUR 2002-2006	5
III. ENVIRONNEMENT DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE.....	10
IV. ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE DE 1990 À 2003	13
1) CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL.....	13
2) COMMERCE MULTILATÉRAL	13
3) ACCORDS COMMERCIAUX.....	14
4) RÉGIMES SPÉCIAUX.....	18
5) RÉGIME DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER	19
6) INFRASTRUCTURE	19
7) PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	20
8) MARCHÉS PUBLICS.....	21
V. CONCLUSION	21
VI. ANNEXES 1 À 11.....	23
VII. ANNEXE 12 - LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....	35

I. INTRODUCTION

1. Pendant plusieurs décennies, le Honduras a opté pour un modèle de développement axé sur la substitution des exportations et préconisé des politiques dirigistes, planifiées, contrôlées et, souvent, protectionnistes. Au début des années 90, le pays a décidé de s'intégrer davantage dans l'économie mondiale. Tout au long des années 90, le profil de l'économie hondurienne s'est caractérisé, en règle générale, par une croissance en escalier, imputable, à certaines périodes, à des facteurs exogènes, tels que la crise énergétique de 1994, l'ouragan Mitch de 1998 et, dernièrement, la chute des prix de ses principaux produits d'exportation sur les marchés internationaux. Au cours de la décennie écoulée, le Honduras a mis en œuvre de vastes réformes macro-économiques et structurelles, visant à corriger les déséquilibres accumulés durant la décennie antérieure et à jeter les bases d'une économie plus ouverte et plus concurrentielle. Le pays n'a pas ménagé ses efforts pour consolider la démocratie participative et a adopté des mesures sociales destinées à atténuer les effets négatifs de certaines mesures d'ajustement. Au fil des ans, le pays est parvenu à mieux gérer les différentes variables de politique, ce qui s'est traduit par une amélioration sur le plan macro-économique tout comme sur le plan social. Par rapport à celle des pays voisins, comme le Costa Rica, El Salvador et le Guatemala, la participation du Honduras au commerce international reste néanmoins limitée, et ce, pour différentes raisons: le volume et la quantité de biens exportables sont restreints; les produits ont une faible valeur ajoutée; le commerce se concentre sur un nombre limité de partenaires commerciaux; de nombreux produits sont suffisamment compétitifs sur le marché national, régional et international.

2. La politique d'ouverture commerciale adoptée par le Honduras a permis, d'une part, de stabiliser le climat économique, ce qui a favorisé une croissance notable des exportations et des investissements liés au commerce extérieur et stimulé la création d'emplois. Cette politique a, d'autre part, favorisé l'instauration d'un climat beaucoup plus concurrentiel obligeant tous les secteurs de l'économie à s'impliquer davantage et à définir des stratégies plus précises, notamment dans des domaines tels que la modernisation de l'appareil de production; la transformation commerciale; la négociation et l'administration des accords commerciaux; la formation des ressources humaines; certains aspects du travail; les micro, petites et moyennes entreprises; l'accroissement de la concurrence; les réformes juridiques et institutionnelles; l'élaboration et le renforcement des alliances stratégiques à l'échelle régionale et internationale; l'amélioration des services et de l'infrastructure; la protection zoosanitaire et phytosanitaire et l'innocuité des aliments; la gestion de l'environnement; et la réduction de la vulnérabilité et des risques.

3. Cette nouvelle stratégie de développement a également obligé les représentants de tous les secteurs de l'économie hondurienne à s'impliquer davantage et à participer de manière efficiente aux négociations et à la formulation de politiques et de stratégies visant des domaines qui, s'ils ont été négligés par le modèle de développement antérieur, méritent toutefois d'être pris en compte aujourd'hui. Ces domaines devraient en effet permettre à l'économie hondurienne d'assurer des conditions de compétitivité et de réussir son insertion dans le commerce international, faute de quoi le pays risquerait de reculer sur le terrain de la compétitivité et de la capacité de produire pour le marché intérieur.

4. Dans le cadre de sa politique commerciale extérieure, le Honduras s'est fixé comme objectif primordial de réussir son insertion dans l'économie mondiale de manière efficace et effective, et de faciliter et consolider l'intégration centraméricaine. En sa qualité de membre du Marché commun d'Amérique centrale (MCCA), le Honduras s'est employé à promouvoir activement l'intégration et la coopération économiques dans la région, et les obstacles au commerce régional ont été dans une large mesure éliminés.

5. Sur le plan de la politique commerciale, les obstacles au commerce extérieur ont été réduits et des efforts sont déployés en vue d'assurer aux produits honduriens l'accès aux marchés internationaux dans des conditions concurrentielles et d'accroître l'ouverture commerciale et l'insertion dans l'économie mondiale. Dans cette optique, le pays a conclu des traités commerciaux, des accords d'investissement et des accords de portée partielle avec divers pays; il a progressé dans le domaine de l'intégration de l'Amérique centrale; et il a adhéré à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), ce qui lui a permis de devenir Membre fondateur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

6. Si le présent document porte essentiellement sur des questions d'ordre économique et commercial, il convient néanmoins de souligner que, à l'heure actuelle, le Honduras ne ménage pas ses efforts pour lutter contre la pauvreté, dans des domaines ciblés comme la santé, l'éducation, l'attention aux groupes vulnérables, l'environnement, la démocratie et la gestion des affaires publiques. À ce jour, chaque élément du plan gouvernemental actuel comprend une série d'objectifs de nature générale et spécifique, des mesures de politique de développement, un ensemble de projets prioritaires ainsi que des indicateurs de conformité. Il y a lieu de préciser, toutefois, que la réussite des objectifs fixés par le gouvernement actuel dépend non seulement de la capacité de mener à bien le Plan gouvernemental, mais aussi d'une conjugaison de variables exogènes liées au contexte international, comme le prouvent la sensibilité du Honduras aux fluctuations des prix de ses principaux produits d'exportation et des cours mondiaux des combustibles, l'application des mesures d'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), ainsi que la conjoncture politique internationale très mouvante, autant de facteurs sur lesquels un petit pays comme le Honduras n'a qu'une incidence limitée, voire nulle.

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES: LE HONDURAS

II. PLAN GOUVERNEMENTAL POUR 2002-2006

7. Le Plan gouvernemental fixé pour la période 2002-2006 repose sur des principes fondamentaux visant à orienter et classer par ordre de priorité les actions, politiques, programmes et projets. Ces principes vont de pair avec les politiques suivantes: i) une vision à long terme, qui met l'accent sur la lutte contre la pauvreté; ii) un développement axé sur la personne humaine; iii) l'implication et la participation de tous les secteurs; et iv) la transparence dans toutes les actions, sur le plan public et privé.

8. Le gouvernement a mis en route une série d'actions afin de concrétiser certaines tâches hautement prioritaires pour le pays, telles que la réduction de l'insécurité dans les villes, le renforcement de la démocratie et la lutte contre la pauvreté.

9. Le passage de l'ouragan Mitch, à la fin de 1998, a révélé une grande vulnérabilité écologique et sociale, ce qui a contraint le gouvernement à redéfinir ses priorités nationales et à entreprendre un vaste processus de reconstruction et de transformation nationale. À cet égard, il y a lieu de souligner plusieurs événements d'importance majeure: i) la réunion du Groupe consultatif convoquée à Stockholm, en Suède, en mai 1999, qui a permis de définir le processus de coopération pour la reconstruction et la transformation nationale, après les ravages provoqués par l'ouragan Mitch; ii) la déclaration d'admissibilité du Honduras à l'Initiative en faveur des PPTE et ensuite l'arrivée au point de décision pour l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTE; iii) la formulation participative du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP); et iv) la décision du gouvernement actuel de poursuivre la mise en œuvre de cette stratégie, afin de réduire durablement la pauvreté en l'espace d'une quinzaine d'années.

10. La déclaration finale de la réunion du Groupe consultatif pour la reconstruction et la transformation de l'Amérique centrale, organisée en mai 1999, à Stockholm, en Suède, a défini six principes et objectifs, sur lesquels le Honduras s'est fondé pour mener à bien différentes actions dans le domaine de la reconstruction, et plus particulièrement de la transformation. Ces principes sont les suivants: a) réduire la vulnérabilité écologique et sociale de la région; b) reconstruire et transformer le pays en mettant l'accent sur la transparence et la gestion des affaires publiques; c) consolider la démocratie et la gestion des affaires publiques, en renforçant la décentralisation avec la participation active de la société civile; d) promouvoir le respect des droits de l'homme et en faire un objectif permanent; e) coordonner les efforts des coopérants en fonction des priorités des pays bénéficiaires; et f) intensifier les efforts pour atténuer le fardeau de la dette extérieure.

Relance de l'économie et création d'emplois

11. La croissance économique du Honduras varie beaucoup et est plutôt lente, ce qui a des effets négatifs sur la création d'emplois face à l'accroissement de la population en âge de travailler, et limite, par conséquent, les possibilités de progresser dans la réduction de la pauvreté. Voilà pourquoi presque un tiers de la population économiquement active est au chômage ou sous-employé. L'importante réforme des cadres juridique et institutionnel engagée pour encourager les investissements privés, les progrès affichés par la politique macro-économique et l'augmentation de la coopération internationale n'ont malheureusement pas eu l'incidence nécessaire pour stimuler la création d'emplois et améliorer la qualité des emplois, et par conséquent, le bien-être social.

12. À cet égard, le gouvernement actuel estime que les défis majeurs pour le pays consisteront à: a) accélérer la croissance économique, notamment en réformant le régime fiscal, en consolidant les réformes dans le secteur financier et en dynamisant les principaux secteurs de production, tels que l'agro-industrie, la production forestière, l'assemblage léger, le tourisme et les industries extractives; b) élargir l'accès des petits et moyens producteurs aux facteurs de production, particulièrement dans les régions rurales et pour certains types de produits, un moyen essentiel de relever leur niveau de vie et d'augmenter leur contribution à l'économie nationale; et c) améliorer les infrastructures de l'aide à la production ainsi que les autres facteurs décisifs pour la compétitivité du pays. Les paragraphes suivants indiquent les objectifs sectoriels définis dans le Plan gouvernemental en vigueur.

13. **Stabilité macro-économique.** Bien qu'étant parvenu à mieux gérer la majorité des variables de politique macro-économique, le pays connaît encore certains problèmes de durabilité. Son objectif général est donc d'établir un cadre macro-économique stable susceptible d'instaurer le climat de confiance et la certitude nécessaires pour encourager l'investissement privé et garantir la croissance économique, lesquels exigent la création de sources de richesse plus abondantes dans la population. Dans ce domaine, les mesures des pouvoirs publics consistent à: i) exercer un contrôle strict sur les dépenses courantes; ii) faire des efforts pour améliorer l'administration fiscale; iii) instaurer une politique salariale uniforme dans le secteur public; iv) poursuivre les négociations afin d'obtenir l'allègement de la dette extérieure; v) assurer une gestion appropriée des variables monétaires; vi) poursuivre la réduction des investissements obligatoires visant les dépôts en monnaie nationale, jusqu'à leur élimination; et vii) maintenir un régime de change stable, prévisible et fondé sur des règles claires.

14. **Promotion de l'investissement et du commerce.** L'investissement intérieur brut au Honduras avoisine 30 pour cent du PIB, chiffre nettement supérieur à la moyenne latino-américaine (22 pour cent). Il ne semble toutefois pas avoir d'incidence sur la croissance économique du pays, notamment en raison de son faible niveau d'efficacité. L'objectif dans ce domaine est de favoriser les possibilités d'investissement, en particulier dans les secteurs ayant un fort potentiel de production, les

plus susceptibles de créer de la valeur ajoutée, des transferts de technologie et des emplois, ainsi que de mieux intégrer l'économie hondurienne dans les échanges commerciaux internationaux, dans des conditions concurrentielles. Les mesures des pouvoirs publics en matière d'investissement et de promotion du commerce extérieur consistent à: i) renforcer le cadre juridique afin d'inciter de nouvelles entreprises à s'établir au Honduras; ii) renforcer les instances qui interviennent dans la négociation et l'administration de traités et la promotion du commerce et des investissements; iii) promouvoir et/ou soutenir les actions pour renforcer la sécurité juridique en ce qui concerne les investissements, les contrats, le règlement des différends et la propriété foncière (rurale et urbaine); iv) renforcer les mécanismes de négociation bilatérale et multilatérale et de règlement des différends commerciaux; v) créer les conditions et les instances nécessaires pour promouvoir efficacement les investissements et les exportations; vi) encourager la participation du Honduras aux débats multilatéraux; vii) négocier des accords susceptibles d'accélérer la circulation des personnes et des marchandises et d'éliminer les entraves au libre-échange commercial et à la coopération avec d'autres pays et régions du monde; et viii) consolider la participation du Honduras au système d'intégration de l'Amérique centrale, afin d'accroître les capacités communes de négociation vis-à-vis des tierces parties.

15. **Politique de création d'emplois.** Le développement urbain rapide incite de nombreux groupes de populations rurales à migrer, à la recherche de nouvelles sources d'emplois et de meilleures conditions de vie. Par ailleurs, l'hétérogénéité structurelle de l'économie hondurienne a créé d'importants écarts sur le marché du travail et a redéfini la fonction de l'État, axée sur l'établissement des conditions nécessaires pour que ce soit l'entreprise privée, et non les organismes publics, qui constitue la principale source d'emplois du pays. L'objectif visé est d'améliorer sensiblement le marché et la productivité de la main d'œuvre, pour assurer une plus grande qualité des emplois, une augmentation des salaires réels et la prédominance de l'emploi formel parmi la population économiquement active, en vue de créer des conditions de vie adéquates et d'accroître la compétitivité de l'économie hondurienne. Pour créer des emplois, les mesures des pouvoirs publics consistent à: i) définir une politique de l'emploi et des salaires cohérente avec les objectifs budgétaires et les politiques publiques; ii) stimuler la modernisation du marché du travail; et iii) renforcer les principaux secteurs productifs, facteurs stratégiques de la création de nouveaux emplois.

16. **Dynamisation des secteurs productifs.** Le pays a besoin de mesures qui favorisent la reprise économique à moyen terme, dans le cadre d'un climat de stabilité et de confiance. En ce sens, il y a lieu de privilégier une politique bien définie, cohérente et durable de développement des secteurs productifs liés aux avantages comparatifs et compétitifs du pays, comme l'agriculture et la foresterie, les industries extractives, le tourisme et l'industrie de l'assemblage léger, ainsi que la micro, petite et moyenne entreprise (MPME). Les secteurs primaires requièrent des actions coordonnées susceptibles de renforcer les cadres institutionnels. L'industrie de l'assemblage léger, quant à elle, devrait s'acheminer progressivement vers une intégration accrue dans l'économie nationale et la diversification de la gamme des produits, y compris la production d'éléments technologiques, qui permettent l'ouverture de nouveaux marchés internationaux et d'élargir les débouchés au niveau local. Pour développer le tourisme, il faut avant tout promouvoir davantage le pays à l'échelle internationale et améliorer l'infrastructure et les services d'appui; en revanche, dans le secteur des micro, petites et moyennes entreprises, il convient de remédier aux problèmes liés aux faibles niveaux de productivité et de compétitivité.

17. La priorité sera donnée au développement du secteur agroalimentaire et des zones rurales afin que les secteurs qui constituent la chaîne alimentaire contribuent beaucoup plus à la croissance économique et à la réduction durable de la pauvreté rurale, en améliorant leur compétitivité et leur

capacité de s'intégrer avec succès dans l'économie internationale. Les mesures des pouvoirs publics sont les suivantes: intégration de la chaîne agroalimentaire, développement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, mise en valeur et protection des forêts et développement rural durable.

18. S'agissant de l'industrie de l'assemblage léger, l'objectif général est de continuer à promouvoir l'industrie nationale d'assemblage sous douane (maquiladora), de manière à ce qu'elle reste une source importante d'emplois et contribue à son tour à créer les compétences nécessaires à l'augmentation de la productivité du capital et de la main-d'œuvre des autres secteurs de production. Les mesures des pouvoirs publics consistent à: i) promouvoir et encourager l'établissement d'entreprises avec davantage de transfert de technologie; ii) élargir et améliorer l'infrastructure des services d'appui afin de développer l'industrie d'assemblage sous douane; iii) dans l'industrie d'assemblage textile sous douane, promouvoir l'intégration des différentes étapes du processus de production et l'intégration verticale; iv) élaborer la stratégie et les programmes de formation du personnel administratif adapté aux besoins de l'industrie d'assemblage sous douane; et v) stimuler les économies d'agglomération.

19. **Renforcement du système financier.** La canalisation des ressources du système financier vers les secteurs productifs, à des conditions accessibles, est un facteur clé de la relance et du développement économiques. Cette fonction primordiale du système financier a été entravée par des facteurs tels que la réduction des capitaux d'investissement à l'échelon national; l'absence d'investissement dans des produits financiers à long terme; et le manque d'analyses pertinentes sur la rentabilité économique et sociale des projets à financer. L'objectif poursuivi est d'accroître et de renforcer l'efficacité du système financier, et de créer ainsi les conditions qui permettraient de canaliser les ressources nécessaires pour dynamiser l'économie, et donc de générer une croissance durable à long terme et de consolider la stabilité macro-économique. Les principales mesures des pouvoirs publics consistent à: i) poursuivre la modernisation du dispositif de surveillance du système financier; ii) adopter les mesures préventives opportunes dès qu'une institution financière se trouve dans une situation précaire; iii) trouver des moyens d'élargir l'accès du secteur du logement au financement; iv) créer des mécanismes spécifiques qui facilitent l'accès des secteurs de l'agriculture, du tourisme et de la petite et moyenne entreprise au financement; et v) promouvoir des solutions permettant de répondre à la demande de financement que l'épargne et les fonds nationaux ne parviennent à satisfaire.

20. **Développement et modernisation de l'infrastructure.** Les dégâts occasionnés aux infrastructures par l'ouragan Mitch ont entraîné des pertes considérables pour l'économie nationale. De ce fait, ces dernières années, le Honduras a dû entreprendre des initiatives de remise en état, de reconstruction et d'entretien, du réseau routier national principalement, afin de respecter les objectifs fixés dans le Plan-cadre de reconstruction et de transformation de la nation. Il s'est aussi employé à élargir la couverture et à améliorer la qualité d'une série de services de base, comme les télécommunications et les activités portuaires et aéroportuaires. En outre, le pays a entamé des réformes et pris des mesures de réforme et d'expansion des possibilités d'investissement dans ces secteurs, suivant diverses modalités, dont la concession et la vente d'une partie du capital-actions.

21. En ce qui concerne le réseau routier, l'objectif est de maintenir le réseau national dans des conditions optimales de fonctionnement en faisant largement appel aux investissements privés. Les mesures des pouvoirs publics consistent notamment à: i) encourager le secteur des entreprises à participer largement aux travaux de construction et d'entretien du réseau routier, en particulier au moyen de concessions; et ii) renforcer le rôle administratif et technique des municipalités pour l'exécution de projets de construction et d'amélioration des routes vicinales et urbaines en y impliquant la collectivité.

22. Pour ce qui est des activités portuaires, l'objectif poursuivi est d'accroître l'efficacité et la compétitivité des services portuaires offerts, en incitant le secteur privé à participer. Les mesures des pouvoirs publics consistent à: i) définir une stratégie pour réformer et moderniser le secteur portuaire; ii) encourager le secteur privé à participer davantage aux différentes activités portuaires axées sur la promotion du commerce et du tourisme; et iii) renforcer l'exécution des programmes d'entretien des équipements et de construction et d'amélioration des infrastructures portuaires.

23. S'agissant de l'énergie, l'objectif général est d'accroître le potentiel du sous-secteur électrique en tant qu'élément contribuant à la compétitivité du pays et à son bien-être économique et social, en fournissant de l'énergie électrique à des conditions adéquates en matière de coûts, de qualité, de disponibilité, de couverture et de durabilité. Les mesures des pouvoirs publics consistent à: i) restructurer l'Entreprise nationale d'énergie électrique (ENEE), renforcer et moderniser l'infrastructure de transmission et de contrôle du Réseau interconnecté national, afin de l'intégrer davantage au marché électrique régional; iii) obtenir en sous-traitance de nouvelles capacités de production thermique de base; iv) confier les services de facturation en sous-traitance à un opérateur privé à l'issue d'un appel d'offres; v) promouvoir les économies d'énergie électrique et minimiser les pertes à l'échelon national; vi) impliquer le secteur privé dans la gestion des systèmes de distribution; vii) élaborer une politique énergétique intégrale et durable; viii) créer un fonds pour l'exécution de projets d'électrification rurale et marginale; et ix) promouvoir la production d'énergie à partir de sources renouvelables.

24. En ce qui a trait aux télécommunications, l'objectif recherché est de développer et de moderniser les services de télécommunication et autres services nécessaires à la communication dans le pays, afin d'obtenir des indices de productivité et une qualité des services qui soient convenables et concurrentiels par rapport aux normes internationales. Les mesures des pouvoirs publics consistent à: i) promouvoir la compétitivité de la téléphonie mobile; ii) entamer le processus d'autorisation afin de fournir des services de terminaison de base, avant la fin de l'exclusivité de HONDUTEL; iii) mettre sur pied un centre de transit international, destiné à répondre aux besoins de la région centraméricaine; iv) accroître l'accès aux services télématiques et exploiter davantage les services à valeur ajoutée; v) augmenter la capacité installée du réseau de lignes téléphoniques destinées à la commercialisation; vi) créer un Fonds de développement des services de télécommunication d'accès universel; vii) promouvoir la prestation des services de télécommunication en temps utile et en améliorer la qualité afin de répondre aux exigences du marché; viii) établir un programme de rééquilibrage des tarifs pour les services de téléphonie; et ix) céder au secteur privé une participation minoritaire dans HONDUTEL et lui permettre d'intervenir dans le contrôle de la gestion.

25. **Sciences et technologie.** Le Honduras doit absolument privilégier la recherche scientifique s'il veut soutenir son développement et devenir compétitif dans un monde de plus en plus dominé par les connaissances et l'information. L'objectif poursuivi dans ce domaine est de former continuellement et systématiquement des ressources humaines qualifiées, de relever la compétitivité et la productivité des entreprises et d'encourager ainsi le développement des sciences et de la technologie, notamment en finançant directement des projets de recherche et d'innovation dans les entreprises et les centres de recherche. Les mesures des pouvoirs publics consistent à: i) créer la Fondation hondurienne des sciences et de la technologie (FUHCYT) avec la participation de l'État en tant qu'institution privée à but non lucratif chargée de régir l'activité scientifique et technologique nationale; et ii) encourager le perfectionnement professionnel et la création de cabinets d'ingénieurs-conseils afin d'augmenter la productivité et la compétitivité.

III. ENVIRONNEMENT DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE

Historique

26. Tout au long des années 90, la moyenne des principaux indicateurs économiques et sociaux du Honduras a progressé par rapport à celle de la décennie antérieure. Pourtant, le taux de croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) est à peine supérieur au taux de croissance démographique. Ainsi, il ressort du Rapport sur le développement humain du PNUD que le revenu par habitant (qui était de quelque 900 dollars EU en 2001) atteint seulement 38 pour cent de la moyenne de l'Amérique centrale, qui englobe également le Panama et le Belize. En outre, le rythme de croissance varie beaucoup et est plutôt lent, ce qui ne permet pas de créer des emplois susceptibles d'absorber l'accroissement de la population en âge de travailler. Voilà pourquoi plus du tiers de la population économiquement active a des problèmes d'emploi, principalement liés au sous-emploi.

27. La comparaison de l'évolution du PIB et de l'emploi au cours de la décennie montre une grande corrélation entre ces deux variables. En effet, entre 1991 et 1994, l'emploi a enregistré une croissance moyenne annuelle de 5,4 pour cent, alors que le PIB a progressé de 3,4 pour cent. Entre 1994 et 1997, le taux d'emploi a légèrement augmenté (de 5,4 à 5,5 pour cent) alors que le PIB gagnait huit dixièmes de point pour passer de 3,4 à 4,2 pour cent. Entre 1997 et 2000, la croissance moyenne annuelle de ces deux variables a fortement chuté, celle du PIB tombant à 1,9 pour cent et celle de l'emploi à 3,7 pour cent. Ce comportement illustre avant tout les effets dévastateurs du passage de l'ouragan et de la tempête tropicale Mitch sur l'économie nationale.

28. Le Plan gouvernemental pour 2002-2006, actuellement en vigueur au Honduras, tend à corriger les déséquilibres accumulés à la suite d'une série de facteurs exogènes et endogènes, et repose sur des instruments de politique appropriés, tels que la Stratégie pour la réduction de la pauvreté, les principes de la Déclaration de Stockholm et l'évaluation de la situation réelle du pays. Il vise à réduire la pauvreté sous toutes ses formes: retard économique, faible qualité de vie, absence de valeurs éthiques et civiques et degré élevé de vulnérabilité sociale et environnementale.

Évolution économique récente

29. Entre 2002 et 2006, le gouvernement s'emploiera à corriger les déséquilibres macro-économiques en mettant en œuvre des politiques de réduction de la pauvreté. Dans cette optique, il négocie en vue de conclure un nouvel accord avec le Fonds monétaire international (FMI) qui n'affecte en rien la crédibilité du pays pour l'accès au financement disponible auprès de la communauté internationale et permette une gestion macro-économique qui favorise la reprise économique, l'apport d'investissements productifs, la prise en compte des aspects sociaux et de l'environnement et la consolidation de la démocratie. Le pays cherche également à rester admissible à l'Initiative PPTE, ce qui lui permettrait de bénéficier pleinement de l'allègement de la dette extérieure, si nécessaire pour appliquer la Stratégie de réduction de la pauvreté de manière satisfaisante.

30. Dans ce contexte, l'examen de l'évolution des principales variables économiques a permis de révéler les points pertinents suivants:

31. **Secteur budgétaire.** Les dépenses ont beaucoup augmenté, en particulier au cours de l'année 2001, où elles ont fait un bond de presque 20 pour cent. L'augmentation des dépenses courantes, essentiellement imputable à la forte pression à la hausse sur les salaires et traitements qui se maintient depuis quatre ans, est plus préoccupante. Quant aux recettes, elles enregistrent à leur tour une variation à la baisse, due au fléchissement de l'activité économique et à un système de recouvrement des impôts déficient, ce qui a réduit les possibilités qu'avait le gouvernement de

respecter ses engagements, surtout dans le domaine social. Par conséquent, le budget a été réajusté de façon à répondre aux besoins prioritaires du pays. Ces mesures ont permis au gouvernement central d'achever l'exercice 2002 avec un déficit correspondant à 5,2 pour cent du PIB, soit 6 pour cent de moins qu'en 2001.

32. **Politique monétaire.** L'inflation a été progressivement maîtrisée; les taux d'intérêt du système financier affichent une tendance décroissante, mais n'attirent guère les secteurs productifs; le niveau des réserves internationales est jugé adéquat. La Banque centrale du Honduras a ramené les prescriptions concernant les investissements obligatoires à seulement 3 pour cent¹, permettant ainsi aux banques de conserver une réserve légale de 15 pour cent au maximum, et a décidé d'utiliser plus souvent les opérations d'open market comme instrument de contrôle monétaire.

33. **Régime de change.** La politique de fluctuation du taux de change nominal au moyen du Système d'adjudication publique des devises (SAPDI) est restée en vigueur. Avec ce mécanisme, le taux de change nominal a enregistré un glissement moyen annuel de 4,9 pour cent au cours des dernières années. Toutefois, les institutions internationales de prêts ont fait part de leurs inquiétudes au sujet de l'appréciation réelle effective de la monnaie nationale observée depuis 1997 qui, si elle a joué en faveur de la lutte contre l'inflation, n'en a pas moins affecté la compétitivité des produits honduriens sur les marchés mondiaux.

34. **Secteur financier.** Ce secteur montre des signes de faiblesse, qui ont rendu nécessaires différents types d'intervention dans plusieurs institutions financières ainsi que d'autres mesures, notamment pour garantir la viabilité du système. À cet effet, le gouvernement s'emploie à renforcer les fonctions de supervision et de réglementation du système financier qu'exerce la Commission nationale des banques et des assurances (CNBS), et à consolider le Fonds de réserve des dépôts (FOSEDE).

35. **Politique agricole.** En octobre 2002, a été constituée la Table ronde agricole, mécanisme de concertation entre les secteurs public, privé et rural, en vue de concevoir des politiques pour 20 cultures principales et de relever le niveau de revenu des familles rurales. Cette table ronde a permis d'élaborer, pour la période 2003-2021, un Projet de politique gouvernementale pour l'agriculture hondurienne qui cerne les problèmes du secteur agroalimentaire et propose des solutions de rechange.

36. La **politique commerciale** vise avant tout à assurer aux produits honduriens l'accès aux marchés internationaux, dans des conditions de concurrence. À cet égard, il y a lieu de mentionner l'entrée en vigueur du Traité de libre-échange avec le Mexique et la République dominicaine et de souligner que les négociations sur la signature d'accords similaires entamées avec d'autres pays avancent. En outre, en 2000, les droits à l'exportation ont été entièrement éliminés et le programme de réduction tarifaire, dans le cadre de l'Intégration économique de l'Amérique centrale, a été achevé, avec l'établissement d'un taux plancher de zéro pour cent et d'un taux plafond de 15 pour cent pour les importations de marchandises.

37. **Commerce intérieur.** Quelques mesures de contrôle limitent encore la libéralisation du commerce intérieur. Dans certains cas, elles prennent la forme de mécanismes tels que la concertation sur les prix des produits sensibles; l'établissement de fourchettes de droits à l'importation; et d'éventuelles interdictions des exportations de céréales de base. Ces mécanismes ont servi à atténuer, à court terme, les hausses des prix des produits de base. Toutefois, le gouvernement étudie depuis

¹ Plan gouvernemental pour 2002-2006.

plusieurs années différentes initiatives destinées à approuver une législation sur la politique de la concurrence. Il espère ainsi que cette législation permettra, en temps utile, de corriger les distorsions dans les processus de formation des prix ainsi que les pratiques anticoncurrentielles qui faussent la concurrence et nuisent aux consommateurs, en particulier aux plus pauvres, et aux entreprises.

38. **Dettes extérieures.** Le gouvernement a pour politique de contracter des nouvelles dettes uniquement à des conditions de faveur et pour financer des projets jugés prioritaires axés sur les domaines social et productif. En outre, d'importants progrès ont été faits dans le domaine de l'allègement de la dette extérieure, le pays ayant souscrit aux Accords du Club de Paris IV et étant devenu admissible à l'Initiative en faveur des PPTE.

39. **Domaine social.** Ces dernières années, les dépenses sociales ont enregistré une tendance à la hausse; on ignore toutefois si cette augmentation répond à des revendications d'ordre salarial ou vise à améliorer les conditions de vie de la population. Par ailleurs, si des indicateurs clés, tels que le taux d'analphabétisme, le taux moyen de fréquentation scolaire, l'espérance de vie, les soins de santé primaires, etc., affichent des progrès significatifs, il reste qu'ils figurent encore parmi les plus faibles d'Amérique latine.

La Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP)

40. La Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) a pour principal objectif de réduire la pauvreté de manière significative et durable; elle repose en grande partie sur la création de conditions favorisant une croissance économique accélérée et vise à assurer l'équité sociale, en élargissant l'accès des pauvres aux facteurs de production, y compris par le développement du capital humain et des réseaux de sécurité sociale. L'application et le suivi de la SRP dépendent essentiellement de l'engagement de la société hondurienne, par l'entremise de ses instances représentatives, et de la société en général; il s'agit dès lors d'une politique d'État dotée d'une vision à long terme.

41. L'application, le suivi et l'évaluation de la SRP relèvent du Cabinet social, qui reçoit des conseils du Conseil consultatif. Ce dernier est composé de représentants du gouvernement, de la société civile et de l'Association des municipalités du Honduras.

42. L'application de la SRP pour la période 2003-2006 reposera sur l'ordre de priorité des programmes et projets définis dans le Plan gouvernemental pour 2002-2006.

Programme national de promotion de la compétitivité

43. Le Décret gouvernemental n° PCM-004-2002, du 2 avril 2002, a mis en place le Programme national de promotion de la compétitivité, et en a confié le secrétariat technico-opératif à la Fondation pour l'investissement et le développement des exportations (FIDE). Les actions de ce programme sont coordonnées par la Commission nationale de promotion de la compétitivité. Ce programme vise avant tout à améliorer le climat pour l'investissement et l'exploitation d'entreprises dans le pays et à accroître la productivité et la capacité de gestion sur les marchés internationaux.

44. Ce programme repose sur les politiques suivantes: améliorer le climat d'investissement et l'infrastructure logistique; renforcer la capacité novatrice du secteur privé; améliorer le système de contrôle de la qualité et le marché de la main d'œuvre; promouvoir et améliorer les petites et moyennes entreprises dans les secteurs à fort potentiel; créer un fonds de promotion de la compétitivité; renforcer la gestion du commerce extérieur; privilégier les domaines présentant un fort potentiel de développement, comme la foresterie, le secteur agro-industriel, le tourisme et la production sous douane (maquila).

IV. ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE DE 1990 À 2003

1) CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

45. L'objectif général de la stratégie du Honduras en matière de commerce extérieur est de renforcer l'insertion dans le commerce mondial, de stimuler la production intérieure, l'offre et la fourniture de biens et de services par le biais des échanges internationaux et de favoriser l'efficacité, la diversification et la compétitivité de l'économie nationale en tirant parti des avantages comparatifs et de l'ouverture de nouveaux marchés.

46. Depuis le début des années 90, le gouvernement du Honduras applique une politique de libéralisation du commerce qui l'a conduit à adopter des programmes d'adaptation économique comportant des mesures en matière de change et des mesures d'ordre fiscal, à libéraliser les prix et à privatiser des entreprises d'État. La stratégie dynamique et participative appliquée entre 1990 et 2003 visait, par une meilleure collaboration aux marchés régionaux et mondiaux, à construire une économie efficace et, par une amélioration des échanges commerciaux, à créer des conditions propices à l'investissement national et étranger.

47. Le Ministère de l'industrie et du commerce est responsable de la formulation, de la coordination, de l'exécution et de l'évaluation des politiques liées à la promotion et au développement de l'industrie, des parcs industriels et des zones franches, au commerce national et international des biens et des services, à la promotion des exportations, à l'intégration économique, à l'investissement privé, au développement des entreprises, à la propriété intellectuelle, aux micro, petites et moyennes entreprises, à l'artisanat et autres activités connexes et à la promotion, au développement et au soutien du secteur social de l'économie. Au niveau institutionnel, le Ministère de l'industrie et du commerce assure une coordination avec les institutions gouvernementales qui jouent un rôle dans la formulation, l'administration et le suivi de la politique de commerce extérieur, ainsi qu'avec le Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP), principal maillon entre le secteur public et le secteur privé dans les domaines du commerce international et de l'investissement, et avec les institutions de la société civile, par l'intermédiaire d'instances comme le Forum national de convergence (FONAC).

48. Créée en application du Décret exécutif n° 001-2003 en date du 24 avril 2003, la Commission nationale du commerce extérieur est un organe consultatif mixte chargé de présenter des recommandations au Président de la République en matière de négociations commerciales. Sa composition est la suivante: le Secrétaire d'État à la Présidence, qui la préside; le Ministre de l'industrie et du commerce, qui remplit les fonctions de secrétaire; le Ministre des relations extérieures; le Ministre des finances; le Ministre de l'agriculture et de l'élevage; le Président de la Banque centrale; un représentant de la Centrale générale des travailleurs (CGT); un représentant de la Confédération des travailleurs du Honduras (CTH); un représentant de la Confédération unitaire des travailleurs du Honduras (CUTH); un représentant du Conseil national paysan (CNC) et de la Confédération hondurienne des femmes paysannes (CHMC); cinq représentants du secteur privé organisé (COHEP).

2) COMMERCE MULTILATÉRAL

49. En matière de commerce multilatéral, la politique du Honduras est dictée par les engagements qu'il a souscrits tout d'abord en tant que partie contractante du GATT, puis en tant que Membre fondateur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En ratifiant le protocole d'adhésion au GATT par le Décret législatif n° 17-94 du 13 avril 1994 et l'Accord de Marrakech instituant l'OMC par le Décret n° 177-94 de décembre 1994, le Honduras a confirmé sa qualité de Membre de l'OMC,

ainsi qu'une série d'engagements au titre des divers accords multilatéraux correspondants. En tant que Membre de l'OMC, le Honduras soutient fermement les objectifs du système commercial multilatéral et respecte et applique les principes et obligations qui émanent de cette organisation.

50. Le Honduras a adapté sa législation nationale aux dispositions réglementaires de l'OMC, conformément aux engagements pris dans le cadre des accords conclus à l'issue du Cycle d'Uruguay. Par ailleurs, le Honduras a procédé à des ajustements concernant les institutions du secteur public chargées d'administrer les accords en question.

3) ACCORDS COMMERCIAUX

51. En matière d'accords commerciaux, le Honduras contribue activement depuis le milieu de la dernière décennie à la conclusion d'accords régionaux et a relancé sa participation au plan régional d'intégration économique. Ces initiatives, qui s'inscrivent dans une stratégie de diversification des marchés, ont permis de réduire la dépendance par rapport à un seul marché d'exportation et, en même temps, d'élargir l'offre à l'exportation et d'exploiter d'importants créneaux. Bien qu'il n'ait pas été possible, en raison du caractère récent des accords conclus avec le Mexique et la République dominicaine, de mesurer effectivement les retombées des plans régionaux, il est évident que la diversification des marchés est un élément important de la stratégie commerciale, dans laquelle s'inscrivent notamment les accords en cours de négociation avec les États-Unis et le Canada, dont les objectifs principaux sont le renforcement de la position concurrentielle des produits nationaux sur les marchés considérés et, dans le cadre du plan centraméricain d'intégration, une meilleure exploitation des avantages découlant de niveaux d'intégration plus élevés.

52. Marché commun centraméricain (MCCA). Le 4 juin 1961, à l'entrée en vigueur du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale, le Honduras est devenu membre du Marché commun centraméricain (MCCA). En raison du conflit armé avec El Salvador, il a cessé en 1969 de participer à la zone de libre-échange du MCCA. C'est en 1990 que l'examen de dispositions concrètes visant à rétablir le libre-échange et la normalité juridique du processus d'intégration a débouché sur l'adoption du Plan d'action économique de l'Amérique centrale (PAEAC).

53. Le Honduras est redevenu membre à part entière du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale à la suite de l'adoption du Décret législatif n° 222-92 du 10 décembre 1992 confirmant son adhésion à la Convention sur le régime tarifaire et douanier centraméricain. Le Décret n° 59-93 du 31 mars 1993 a rétabli le régime de libre-échange entre le Honduras et les autres pays d'Amérique centrale pour tous les produits naturels et manufacturés provenant de ces pays.

54. Entré en vigueur le 1^{er} juin 1992, le Protocole de Tegucigalpa a modifié la Charte de l'Organisation des États d'Amérique centrale (ODEAC) afin d'actualiser le cadre juridique régional en instituant le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA). Le Protocole de Guatemala, dont l'objectif est le développement économique et social équitable et durable des pays d'Amérique centrale, est entré en vigueur le 17 août 1995 en complément du Protocole de Tegucigalpa. Les signataires de ce protocole se sont engagés à perfectionner la zone de libre-échange centraméricaine, à édifier une union douanière entre leurs territoires et à réaliser progressivement l'union économique centraméricaine.

55. Pour mener à bien le processus d'intégration régionale, le Honduras et les autres pays d'Amérique centrale ont négocié des règlements centraméricains. Entre 1990 et 2003, des règlements ont ainsi été approuvés dans les domaines suivants: registres sanitaires et phytosanitaires, normes d'origine des marchandises, mesures de sauvegarde, mesures de normalisation, métrologie et

procédures d'autorisation, pratiques commerciales déloyales, réglementation douanière du transit international, règles relatives au règlement des différends, traité sur les services et investissement; ces règles commerciales régionales, sauf en ce qui concerne les marchés publics, question qui reste en suspens, ont été mises en conformité avec les engagements souscrits dans le cadre de l'OMC.

56. La majorité des produits provenant d'Amérique centrale bénéficient d'une franchise de droits; ainsi ont été éliminés la plus grande partie des obstacles au commerce intrarégional. Les principales exceptions sont les produits inscrits à l'Annexe A, comme le café, le sucre, l'alcool éthylique et les produits dérivés du pétrole.

57. En ce qui concerne le tarif douanier centraméricain, le Honduras a approuvé, par le Décret n° 257-2000 du 22 décembre 2000, le "Troisième Protocole à la Convention tarifaire et douanière centraméricaine", qu'il a ratifié le 6 février 2002; ce texte prévoit l'application de taux de droits *ad valorem* allant de zéro pour cent (0%) à cent pour cent (100%). Quoi qu'il en soit, le Honduras n'applique pas de taux supérieurs à 100 pour cent, conformément à la politique tarifaire en vigueur et à ses engagements au titre du GATT.

58. Conformément aux dispositions du Protocole de Guatemala, le Honduras s'est associé au processus d'union douanière engagé par El Salvador et le Guatemala, en application de la Résolution n° 57-2000 du Conseil des ministres de l'intégration économique de l'Amérique centrale (COMIECO) du 29 août 2000, afin de créer un territoire commun.

59. Il convient de noter qu'une étape dans le processus conduisant à l'union douanière a consisté à mettre en place des douanes intégrées aux postes frontières El Amatillo et El Poy, entre le Honduras et El Salvador, et El Guasaule, entre le Honduras et le Nicaragua. De même, une douane périphérique a été établie à Puerto Cortés (Honduras) entre le Honduras et El Salvador. La Résolution n° 75-2001 du COMIECO en date du 6 avril 2001 prévoit la reconnaissance mutuelle des registres sanitaires des denrées alimentaires et des boissons produites et transformées au Guatemala, en El Salvador, au Honduras et au Nicaragua.

60. En ce qui concerne le Code douanier uniforme centraméricain (CAUCA III), les modifications apportées à ce code ont été approuvées par le Conseil tarifaire et douanier centraméricain dans la Résolution n° 85-2002 en date du 19 juin 2002. Le règlement du CAUCA est contenu dans la Résolution n° 101-2002 du Conseil tarifaire et douanier, en date du 12 décembre 2002.

61. Traité de libre-échange et d'échanges préférentiels entre le Honduras et le Panama. Ce traité signé le 8 novembre 1973 et entré en vigueur pour le Honduras le 23 février 1976 a pour objet d'élargir les marchés et d'accroître la production en favorisant au maximum les échanges commerciaux entre les deux pays. En août 1999, la Nomenclature douanière uniforme centraméricaine (NAUCA II), utilisée par le Honduras, et la Nomenclature du Conseil de coopération douanière (CCD), utilisée par le Panama, ont été remplacées respectivement par le Système tarifaire centraméricain (SAC) et par la classification du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH). Le traité de libre-échange et d'échanges préférentiels couvre 213 produits auxquels s'applique un régime réciproque de libre-échange, 233 produits faisant l'objet d'un traitement préférentiel, deux produits assujettis à des contingents et 24 produits soumis à un contrôle des importations.

62. Traité de libre-échange entre El Salvador, le Guatemala et le Honduras et le Mexique. Entré en vigueur pour le Honduras le 1^{er} juin 2001, ce traité conclu entre le Guatemala, El Salvador et le

Honduras et le Mexique est un accord de nouvelle génération qui établit des normes et des disciplines applicables non seulement au commerce des marchandises, mais aussi à d'autres domaines comme le commerce des services, l'investissement, la propriété intellectuelle, les marchés publics, les procédures douanières, les normes d'origine, les règlements techniques et les mesures sanitaires et phytosanitaires.

63. Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et la République dominicaine. Entré en vigueur pour le Honduras en décembre 2001, ce traité conclu entre le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua et la République dominicaine a pour objectif d'intensifier et de diversifier considérablement les relations commerciales entre les parties, en stimulant la complémentarité de leurs économies. Cet accord, qui porte en outre sur des questions comme les pratiques déloyales, la politique de concurrence et la résolution des différends, a été négocié en deux protocoles dans lesquels figurent des définitions du traitement à accorder aux biens et aux services relevant du régime des zones franches et d'autres régimes spéciaux, ainsi que des produits exclus et des produits faisant l'objet d'un programme de réduction des droits.

64. Accord de portée partielle entre le Honduras et la Colombie. Par le Décret législatif n° 191-84 du 25 octobre 1984 portant approbation de la Décision n° 546-84 prise par le pouvoir exécutif le 11 juin 1984 au sujet de l'Accord de portée partielle entre la Colombie et le Honduras, cet accord a été conclu pour une période de trois ans, renouvelable automatiquement, pour un total de onze produits.

65. Le Deuxième Protocole portant modification de l'Accord de portée partielle a été signé le 13 juin 2001, approuvé au Honduras par la Décision n° 48-2001 du 24 juillet 2001 et ratifié par le Congrès national le 10 octobre de la même année; ce protocole prévoit un élargissement des préférences par l'incorporation de deux produits et la modification de la liste de produits du Premier Protocole modificatif.

66. Accord de portée partielle entre le Honduras et le Venezuela. La Décision n° 150-86 du 20 février 1986 relative à l'Accord de portée partielle entre le Venezuela et le Honduras a été approuvée par le Décret législatif n° 43-86 du 8 avril 1986; cet accord prévoit, pour les produits visés, l'application de préférences tarifaires sur une période de trois (3) ans renouvelable automatiquement. Le Premier Protocole portant modification de l'Accord, en particulier de son article 5, a été signé le 29 septembre 1992. Cet accord permet au Honduras d'accéder au marché vénézuélien compte tenu d'une liste de 31 produits bénéficiant de préférences tarifaires.

67. Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et le Chili. Les négociations au sujet de ce traité ont commencé le 17 août 1998, quand les vice-ministres de l'économie de l'Amérique centrale ont approuvé le schéma d'organisation de la négociation d'un traité de libre-échange et d'investissement. La partie normative du traité a été signée en octobre 1999 par les Présidents des six pays. Dans le cas du Honduras, l'achèvement des annexes bilatérales consacrées à l'accès aux marchés, aux services réservés et aux règles d'origine conditionne l'approbation définitive du traité par le Congrès national.

68. Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et le Panama. La négociation de ce traité a commencé en 1998, avec l'objectif d'établir un nouvel accord en remplacement de l'Accord bilatéral en vigueur depuis les années 70, qui non seulement ait une plus large portée tarifaire, mais contienne en outre des dispositions sur les normes d'origine et les procédures douanières, les investissements, les services, les marchés publics, les mesures antidumping, les mesures sanitaires et phytosanitaires et le règlement des différends. En mai 2001, les négociations étaient achevées en ce qui concerne la partie

normative et devaient encore se poursuivre pour ce qui est des annexes relatives à l'accès aux marchés, aux règles d'origine spécifiques et aux réserves concernant les services et l'investissement.

69. Traité de libre-échange entre El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua et le Canada. La négociation de ce traité a débuté en décembre 2001. L'objectif poursuivi est l'accès préférentiel pour les produits agricoles et industriels et la prise en compte des différences d'échelle et de développement de nos économies. D'autre part, ce traité prévoit parallèlement la signature d'accords de coopération entre les parties en matière d'environnement et de travail. En juillet 2003, neuf cycles de négociations avaient été menés à bien.

70. Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et les États-Unis d'Amérique. Les négociations avec les États-Unis ont été engagées le 8 janvier 2003; elles sont structurées de la façon suivante: i) accès aux marchés; ii) services et investissement; iii) règlement des différends, transparence et dispositions institutionnelles; iv) marchés publics et propriété intellectuelle; v) travail et environnement; vi) groupe de travail des mesures sanitaires et phytosanitaires; vii) groupe de travail de la coopération. Le calendrier de négociation prévoit neuf cycles dont cinq auront été menés à bien en juillet 2003, les autres devant s'achever en décembre 2003. Avec ce traité, le Honduras continue de consolider son accès préférentiel aux marchés des États-Unis et de promouvoir un meilleur drainage de l'investissement.

71. Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Le Honduras participe à la négociation de la ZLEA. Depuis le lancement de ce projet, en décembre 1994, il prend part aux travaux des groupes de négociation et du Comité des négociations commerciales (CNC), sa position vis-à-vis de la ZLEA étant d'appuyer sans réserves la création de cette zone, tout en tenant compte des réalités du pays dans sa phase actuelle de développement.

72. Initiative concernant le Bassin des Caraïbes. Le Honduras bénéficie depuis le 1^{er} janvier 1984 du régime de la franchise de droits pour les importations admissibles, en application de la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes, plus connue sous le nom d'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes; ce régime est appliqué unilatéralement par les États-Unis aux exportations en provenance d'Amérique centrale et des Caraïbes. Depuis octobre 2000, les accords d'importation conclus dans le cadre du programme d'accès spécial prévoient une exonération totale de droits en vertu de la Loi sur le partenariat commercial avec le Bassin des Caraïbes; le régime de la franchise de droits s'applique ainsi aux produits textiles et aux vêtements et, depuis le 2 octobre 2000, le Honduras bénéficie d'un régime tarifaire préférentiel pour les produits textiles et les vêtements confectionnés avec du tissu provenant des États-Unis, alors que ces articles étaient auparavant exclus du programme; ce régime préférentiel est accordé jusqu'en septembre 2008 ou jusqu'à l'ouverture de la ZLEA. Les principaux produits exportés dans le cadre de l'Initiative sont les bananes, le café, les crevettes, le minerai aurifère et argentifère concentré, les minerais (or et argent), les meubles en bois, les meubles en métal, les cigares, le tabac et le tilapia.

73. Système généralisé de préférences (SGP). Le Honduras bénéficie de ce régime de préférences, qui consiste en des franchises de droits et des réductions tarifaires concédées unilatéralement par les pays industrialisés. Il réalise dans le cadre de ce mécanisme des exportations vers les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne, le Canada, le Japon, l'Australie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, la Bulgarie, le Bélarus, la Hongrie, la Fédération de Russie, la Pologne, la Slovaquie et la République tchèque.

74. L'Union européenne applique depuis 1999 aux produits industriels provenant du Honduras et des autres pays d'Amérique centrale un régime appelé "Régime spécial d'aide à la lutte contre la

production et le trafic de stupéfiants", plus avantageux que le régime SGP général. À l'heure actuelle et jusqu'au 31 décembre 2003, l'Union européenne accorde des préférences tarifaires au Honduras conformément au Règlement n° 2501/2001 du Conseil. Les principaux produits exportés au titre du SGP sont le café, les crevettes, le minerai de zinc concentré, les bananes et le bois de pin.

4) RÉGIMES SPÉCIAUX

75. Dans le cadre de sa stratégie de développement et de promotion des exportations, le Honduras offre une série d'incitations à caractère principalement fiscal, ce qui a permis à certains produits d'exportation de connaître un essor sans précédent. Ces régimes spéciaux ont eu une incidence considérable sur la production à l'exportation et, par conséquent, sur l'économie nationale; ils constituent une importante source d'emplois, contribuent au soutien de la monnaie et créent une dynamique économique sans exemple dans l'histoire économique récente, en permettant au Honduras de diversifier sa production à l'exportation et d'occuper une position concurrentielle sur les marchés internationaux; il s'agit donc d'un facteur important de développement et de réduction de la pauvreté. Il est à noter que le Honduras est en droit d'offrir ces incitations en raison du faible niveau de son revenu national par habitant, inférieur à 1 000 dollars EU en termes constants de 1990, qui lui a valu d'être inscrit à l'Annexe VII de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

76. Une exonération de taxes s'applique aux importations effectuées par des entreprises établies conformément aux lois qui visent à promouvoir les exportations: Régime d'importation temporaire (RIT), zones franches (ZOLI), zones industrielles travaillant pour l'exportation (ZIP) et Loi sur les incitations au tourisme.

77. Le Régime d'importation temporaire (RIT) consiste en la suspension du paiement de droits de douane, de droits consulaires, de la taxe générale sur les ventes et de tous autres impôts et surtaxes liés à l'importation des produits suivants: matières premières, produits semi-finis, conteneurs, emballages et autres intrants nécessaires pour produire des biens ou des services destinés à l'exportation; machines et équipements, moules, outils, pièces de rechange et accessoires utilisés exclusivement pour assembler, transformer, modifier ou produire les biens ou des services destinés à l'exportation; échantillons, plans, patrons, mannequins et modèles nécessaires à l'ajustement de la production de biens et de services aux normes et conceptions requises sur le marché international et aux fins de démonstration, de recherche ou d'instruction.

78. La Loi sur les zones industrielles travaillant pour l'exportation (ZIP) prévoit l'importation exempte de charges, droits de douane, impositions, surtaxes, droits consulaires, impôts internes sur la consommation et la vente et autres impôts, taxes et charges en rapport direct ou indirect avec les opérations douanières d'importation, de tous les biens qui sont importés et sont affectés ou servent exclusivement au développement et à l'exploitation de la zone industrielle travaillant pour l'exportation, y compris les matériaux de construction, les équipements, les pièces de rechange, les machines et le matériel de bureau, pour autant que ces biens ne soient pas produits dans le pays et qu'une autorisation préalable ait été délivrée par le Ministère de l'économie et du commerce; la Loi prévoit en outre une exonération de l'impôt sur le revenu et des impôts municipaux pendant une durée indéfinie pour les entreprises utilisatrices et pendant respectivement 20 et dix ans pour la société opératrice.

79. La Loi sur les zones franches (ZOLI) dispose que l'admission de marchandises dans ces zones est exempte du paiement de droits de douane, taxes, surtaxes, droits consulaires, impôts internes sur la consommation et autres impôts et charges en lien direct ou indirect avec les opérations douanières d'importation et d'exportation. De la même façon, les ventes et productions effectuées au sein des

zones franches, ainsi que les immeubles et établissements commerciaux et industriels s'y trouvant, sont exonérées du paiement des taxes et contributions municipales.

80. La Loi sur les incitations au tourisme a pour objet de favoriser le développement de l'offre touristique du pays au moyen des incitations fiscales suivantes: exonération du paiement de l'impôt sur le revenu, accordée exclusivement dans le cas de nouveaux projets; exonération du paiement des taxes et autres impôts liés à l'importation de biens, de services et de mobilier neuf, accordée exclusivement dans le cas de nouveaux projets; exonération du paiement des taxes et autres impôts liés à l'importation de tout document imprimé destiné à la promotion ou la publicité de nouveaux projets ou du pays en tant que destination touristique; exonération du paiement d'impôts, de contributions, de taxes et de tout autre type de redevance ou d'obligation pécuniaire se rapportant à des spectacles ou des manifestations à caractère culturel.

5) RÉGIME DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

81. Par le Décret législatif n° 80-92 du 29 mai 1992, le gouvernement du Honduras a promulgué la Loi sur les investissements et son Règlement (Décision n° 345-92), dont l'objet est de stimuler et de garantir l'investissement national, l'investissement étranger et le co-investissement, afin de promouvoir la croissance et le développement économique et social du pays. Les garanties que cette loi offre aux investisseurs sont entre autres les suivantes: possibilité d'acheter des devises auprès des banques, des bureaux de change et des autres établissements autorisés par la Banque centrale du Honduras; droit de propriété sans autres limitations que celles qui sont prévues par la loi; participation sans limite au capital, sauf dans les cas prévus par la Constitution de la République; liberté de production et de commercialisation de biens et de services en général, sauf dans les cas d'interdiction prévus par la loi; libre détermination des prix des produits ou services offerts par les investisseurs, etc.

82. Dans le cadre de sa politique en matière d'investissements, le gouvernement du Honduras a conclu des accords et des conventions de promotion et de protection des investissements dont le but est de garantir aux investisseurs étrangers un certain degré de sécurité et de certitude et d'établir des critères de traitement et de protection des investissements et des investisseurs, ainsi que d'assurer la conformité de l'admission de l'investissement étranger avec la législation nationale et les principes du traitement national, du traitement de la nation la plus favorisée et du mécanisme de règlement des différends entre l'investisseur et l'État.

6) INFRASTRUCTURE

83. Au cours des dix dernières années, le Honduras a réalisé d'importants changements en matière d'infrastructure suite à l'adoption de la Loi-cadre sur le secteur des télécommunications, qui prévoit d'ouvrir et d'amplifier la prestation de ces services, et de la Loi-cadre sur le sous-secteur de l'électricité, qui autorise la participation d'entreprises privées à la production d'énergie électrique, à la concession de quatre terminaux aériens du pays à une entreprise internationale, à l'approbation récente d'une loi sur l'eau et à la concession à des entreprises privées de différentes activités exercées auparavant par l'État. Dans le même esprit, d'importantes réformes sont prévues dans le secteur des services portuaires, ainsi que l'octroi de diverses concessions pour la construction d'ouvrages publics. Le Honduras reconnaît que le développement du secteur de l'infrastructure est l'élément clé d'une stratégie qui vise à assurer au pays une position compétitive.

7) PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

84. En 1993, à la suite d'une analyse préalable de l'Accord sur les ADPIC, dont la mise au point finale s'achevait dans le cadre du Cycle d'Uruguay et qui allait être ouvert à la signature, les lois sur la propriété industrielle et sur le droit d'auteur et les droits voisins ont été élaborées et la Direction générale de la propriété intellectuelle, ainsi que le Bureau du droit d'auteur et des droits voisins, ont été créés au sein du Ministère de l'industrie et du commerce. En 1994, le Honduras, en tant que Membre de l'OMC, a accepté les engagements, droits et obligations qui découlent de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), de même qu'il a adhéré à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (Acte de Stockholm, 1967).

85. En 2000, le Congrès national a approuvé les nouvelles Loi sur la propriété intellectuelle et Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, qui reprennent toutes les dispositions de l'Accord sur les ADPIC, y compris celles qui concernent les moyens de faire respecter les droits, ainsi que les procédures civiles, pénales et administratives. En 2002, les traités de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) et sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT) ont été ratifiés. Toutes les conventions et tous les accords signés par le Honduras ont été ratifiés par le Congrès national, acquérant ainsi le statut de lois nationales.

86. Les modifications apportées en 2000 à la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins ont consisté à porter la durée de la protection des œuvres et des droits voisins de cinquante (50) à soixante-quinze (75) ans, à ajouter un chapitre régissant les entités de gestion collective et à classer en catégories les cas de violation des droits protégés. En matière de droits voisins, la loi comprend des dispositions en faveur des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion; elle reconnaît en outre aux producteurs de phonogrammes le droit de distribution, qu'il s'agisse de la vente, de la location ou de toute autre forme de distribution, et le droit d'importer des copies de phonogrammes protégés. De plus, des procédures administratives, civiles et pénales sont prévues afin de permettre de demander réparation en cas de violation des droits et de réclamer le paiement de dommages intérêts.

87. En vertu de la Loi sur la propriété industrielle, il est possible de breveter toutes les inventions dans tous les secteurs de la technologie en les protégeant pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date du dépôt de la demande. De même, les dessins industriels et les signes distinctifs sont protégés: marques, y compris les marques notoirement connues, noms commerciaux, emblèmes et enseignes, expressions et signes publicitaires et indications géographiques.

88. Le Honduras envisage d'adopter, sur la base de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et de la Loi sur la propriété industrielle, des dispositions permettant de suspendre le dédouanement d'une importation et d'une exportation, conformément aux mesures dont le détenteur d'un droit protégé peut demander l'application en cas de violation de son droit. La législation du Honduras autorise le détenteur du droit à ouvrir, lui-même ou par l'intermédiaire de mandataires légaux, toute procédure devant l'autorité administrative, sans préjudice des actions qu'il pourra intenter auprès des tribunaux civils et pénaux.

89. Par ailleurs, afin de garantir la pleine application et le respect des différents accords, conventions et lois en matière de propriété intellectuelle, le Honduras a mis sur pied une commission interinstitutionnelle de lutte contre la piraterie, qui est chargée de protéger, de surveiller et de sauvegarder les droits de propriété intellectuelle et qui prend, de manière coordonnée, des mesures concrètes pour contrecarrer la piraterie. Le Honduras a soumis pour la première fois l'application de

sa législation sur la propriété intellectuelle à l'examen du Conseil des ADPIC de l'OMC en 2001. À l'heure actuelle, le Congrès national est saisi des projets de lois sur la protection des obtentions végétales et sur la protection juridique des schémas de configuration de circuits intégrés.

8) MARCHÉS PUBLICS

90. Jusqu'en 1985 et 1986, les modalités de passation des marchés publics étaient précisées dans les dispositions de la Constitution de la République et des autres lois pertinentes. La fourniture d'articles, de matériel et d'équipements était régie par la Loi organique sur les approvisionnements généraux de la République depuis avril 1958. La Loi sur les marchés publics et son Règlement ont été promulgués en 1985 et 1986 et réformés en 2000 et 2001 respectivement, afin d'actualiser les procédures de passation des marchés publics, de les rendre fiables, rapides et transparentes et d'élever ainsi le niveau de crédibilité des transactions. En outre, l'application de la Loi sur les marchés publics et de son Règlement constitue une mesure de lutte contre la corruption; elle permet de garantir l'efficacité et la transparence de la gestion publique et la sécurité juridique, afin de mieux utiliser les ressources de l'État et d'attirer l'investissement étranger.

91. L'entrée en application de la Loi sur les marchés publics et de son Règlement et la mise en place du Bureau réglementaire des achats et passations de marchés ont conduit le gouvernement à souscrire auprès de la Banque interaméricaine de développement (BID) un prêt destiné à financer l'exécution du Programme pour l'efficacité et la transparence de la passation des marchés publics, dont l'objectif est de rationaliser l'emploi des ressources publiques en minimisant les coûts et les délais pour chaque acquisition.

92. Au niveau régional, le Honduras a présenté aux autres pays d'Amérique centrale des propositions en vue de convenir d'un traité centraméricain des marchés publics. La question des marchés publics a été négociée dans le cadre des traités de libre-échange conclus entre l'Amérique centrale et d'une part le Chili, d'autre part la République dominicaine; ces deux traités, dont le deuxième est entré en vigueur, tiennent compte des principes qui régissent la législation hondurienne et prévoient l'application d'un traitement national non discriminatoire. Le Honduras entend de même négocier la question des marchés publics avec la Communauté européenne, conjointement avec les autres pays d'Amérique centrale.

V. CONCLUSION

93. Pour mettre en œuvre ses principales politiques économiques, le Honduras a procédé à des réformes macro-économiques et structurelles, témoignant ainsi de sa ferme intention de s'intégrer chaque fois davantage dans le contexte international, de créer un environnement macro-économique favorable à l'initiative privée et d'œuvrer au soutien d'une croissance économique durable, principal instrument de réduction de la pauvreté. Ainsi, le Honduras continuera d'encourager les politiques répondant à un tel objectif, en stimulant l'investissement afin de susciter le développement de la production, du transfert de technologie et des exportations et de créer des emplois au profit de la population hondurienne, ce qui constitue la base d'une stratégie durable d'élévation du niveau de vie de la population.

94. Pour atteindre ces objectifs, le Honduras s'attachera tout particulièrement à appliquer en matière de politique économique une formule optimale axée, sur le plan extérieur, sur la combinaison d'une politique de commerce multilatéral et d'une stratégie d'adhésion aux accords commerciaux régionaux. L'objectif poursuivi au moyen de cette double approche est de faire bénéficier l'économie

nationale d'une réelle participation à l'économie mondiale, ce qui est impératif pour une économie à l'échelle de celle du Honduras, dans le cadre de politiques d'équité.

95. La pratique montre qu'il y a encore beaucoup à faire sur le plan des réformes économiques et de la consolidation de la démocratie. Cependant, le Honduras s'est fermement engagé sur cette voie et l'expérience montre par ailleurs que les responsabilités sont réparties entre les gouvernements et la communauté internationale, puisqu'il s'agit d'une part d'assurer la continuité des politiques et de les mettre en œuvre consciencieusement et, d'autre part, que la communauté internationale, en particulier les pays développés Membres de l'OMC, reconnaisse les besoins fondamentaux de pays comme le Honduras, afin que se concrétisent les aspirations formulées dans la Déclaration ministérielle de Doha et que la démarche énonciative laisse la place aux considérations concrètes. C'est ainsi que se réaffirmera la confiance que des pays comme le Honduras accordent au système commercial multilatéral, avec pour conséquence une participation plus dynamique aux travaux des instances internationales compétentes et un engagement en faveur d'une économie ouverte et dynamique.

VI. ANNEXES 1 À 11

Tableau 1. HONDURAS: Indicateurs économiques de base, 1995-2002

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^e
I. PIB								
PIB courant (en millions de lempiras)	37 507	47 763	61 322	70 438	77 096	89 401	99 062	107 870
PIB courant (en millions de dollars EU)	3,961	4,079	4,717	5,264	5,437	6,024	6,403	6,565
PIB par habitant (en dollars EU)	707	704	789	852	851	913	939	933
PIB en prix constants de 1978 (en millions de lempiras)	6 148	6 368	6 686	6 880	6 750	7 138	7 325	7 511
PIB réel, taux de croissance (%)	4,1	3,6	5,0	2,9	-1,9	5,7	2,6	2,5
<i>Structure du PIB (% du PIB courant au prix des facteurs)</i>								
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	21,5	22,3	23,0	19,1	15,9	16,2	14,0	13,5
Industries extractives	1,9	1,9	1,7	1,8	2,0	1,9	1,8	1,9
Industrie manufacturière	17,8	18,1	18,0	18,6	19,6	19,6	20,3	20,4
Construction	5,5	4,6	4,6	5,1	5,9	5,4	4,9	4,1
Électricité, gaz et eau	5,4	6,2	5,5	5,1	4,9	4,7	4,3	4,3
Transport et communications	4,7	4,4	4,6	5,0	5,2	5,5	5,9	5,9
Commerces, restaurants et hôtels	12,0	11,9	11,8	12,3	12,7	12,4	12,6	12,6
Services financiers et autres	9,2	8,9	9,4	10,5	10,9	10,7	10,9	10,9
Parc de logements	5,6	5,6	5,5	5,8	6,1	5,9	6,0	6,1
Administration publique et défense	5,9	5,9	6,0	6,0	5,9	6,7	7,1	7,4
Services personnels	10,3	10,1	9,8	10,6	11,0	11,0	12,2	12,8
<i>Répartition du PIB par type de dépense (% du PIB courant)</i>								
Consommation totale	72,8	74,0	73,5	76,7	80,4	83,3	86,9	87,8
Privée	63,5	64,4	64,6	66,6	69,0	70,7	73,0	74,0
Publique	9,3	9,5	8,8	10,1	11,3	12,5	13,9	13,8
Formation brute de capital fixe	24,0	24,0	25,7	28,2	29,8	26,1	23,6	22,2
Privée	14,0	15,2	18,9	22,8	23,5	20,3	16,9	17,3
Publique	10,0	8,8	6,8	5,4	6,3	5,9	6,8	4,8
Exportations de biens et de services	43,7	46,9	46,2	46,4	41,0	41,3	37,9	37,3
Importations de biens et de services	48,1	52,0	51,8	54,1	56,0	55,2	54,7	53,0
Épargne nationale brute	27,1	26,4	28,6	28,5	30,2	26,5	25,3	24,1
II. Indicateurs budgétaires (en pourcentage du PIB)								
Recettes		23,6	17,4	19,3	20,0	19,0	19,4	
Dépenses		23,4	22,4	23,3	25,9	25,8	27,0	
Solde global		0,2	-4,9	-4,1	-5,8	-6,8	-7,6	
III. Pour mémoire								
Population (en millions d'habitants)	5,6	5,79	5,98	6,18	6,39	6,60	6,82	7,04
Réserves internationales nettes (en millions de dollars EU)	198,3	371,3	667,7	897,7	1 371,6	1 490,4	1 637,7	1 851,7
Dettes extérieures totales (en millions de dollars EU)	4 242,6	4 120,6	4 073,3	4 403,8	4 729,2	4 706,0	4 808,0	4 963,7
Dettes extérieures totales (en pourcentage du PIB)	107,1	101,0	86,4	83,7	87,0	78,1	75,1	75,6
Dettes extérieures publiques (en millions de dollars EU)	3 969,7	3 775,6	3 630,9	3 792,7	4 119,6	4 101,0	4 229,6	4 396,7
Dettes extérieures publiques (en pourcentage du PIB)	100,2	92,6	77,0	72,0	75,8	68,1	66,1	67,0
Service de la dette publique extérieure (en millions de dollars EU)	578,4	676,4	497,4	448,9	330,1	770,7	333,0	263,9

.. Données non disponibles.

e Estimation.

Source: Banque centrale du Honduras et Ministère des finances.

Tableau 2. HONDURAS: États financiers des administrations publiques, 1996-2002
(en millions de lempiras et en pourcentage du PIB)

	1996	1997	1998	1999 ^a	2000 ^a	2001 ^a	2002 ^p
Recettes	7 983	10 694	13 565	15 440	16 753	19 239	20 924
Recettes courantes	7 954	10 342	13 176	14 939	15 862	17 935	19 786
Impôts		8 651	11 973	13 620	14 620	16 446	17 278
Directs		2 512	3 377	3 099	3 175	3 759	4 012
Indirects		3 982	6 479	8 546	9 357	10 171	11 095
Commerce extérieur		2 156	2 115	1 973	2 088	2 513	2 166
Importations		2 068	2 043	1 966	2 083	2 513	2 166
Recettes autres que fiscales		1 691	1 203	1 319	891	1 489	2 508
Recettes en capital	29	25	20	19	11	31	--
Transferts extérieurs (y compris les dons PPTE)	--	327	369	482	881	1 273	1 138
Dépenses	10 888	13 718	16 424	19 940	22 756	26 732	26 710
Dépenses courantes	7 377	9 234	10 288	12 168	14 691	17 538	20 565
Dépenses de consommation	4 239	5 281	6 275	7 747	10 381	12 701	14 236
Paiement des intérêts	1 650	2 084	1 965	1 717	1 438	1 316	1 842
Transferts	1 650	1 868	2 047	2 705	2 872	3 520	4 487
Épargne sur le compte courant	577	1 109	2 889	2 771	1 171	397	-779
Dépenses en capital	2 267	3 024	4 078	6 048	6 485	7 582	6 145
Investissements	1 353	1 658	2 265	2 092	2 420	2 326	2 376
Investissements financiers	148	263	-21	1 503	611	1 389	848
Transferts	766	1 104	1 835	2 453	3 455	3 867	2 985
Amortissement de la dette	1 244	1 460	2 058	1 724	1 580	1 613	2 636
Intérieure	496	424	781	693	564	649	600
Extérieure	749	1 036	1 277	1 031	1 017	964	2 036
Déficit brut (dépenses moins recettes totales)	-2 905	-3 024	-2 859	-4 500	-6 003	-7 493	-5 786
Déficit net (non compris l'amortissement global)	-1 673	-1 564	-801	-2 776	-4 423	-5 880	-3 150
Déficit brut en pourcentage du PIB	-6,1	-4,9	-4,1	-5,8	-6,8	-7,6	-5,3
Déficit net en pourcentage du PIB	-3,5	-2,5	-1,1	-3,6	-5,0	-5,9	-2,9

Note: De légères différences peuvent apparaître dans les totaux, les chiffres étant arrondis.

.. Données non disponibles.

-- Zéro.

a Estimation.

p Chiffres provisoires.

Source: Ministère des finances.

Tableau 3: HONDURAS: Principaux indicateurs monétaires, 1995-2002
(Variation annuelle)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Monnaie et crédit								
Masse monétaire M1	18,4	26,9	33,8	12,7	21,8	4,7	5,2	14,6
Masse monétaire M2	19,8	38,5	43,3	16,8	21,2	16,6	8,3	11,3
Masse monétaire M3 ^a	23,8	51,0	39,6	18,4	22,2	18,2	14,1	13,2
Crédit intérieur brut	11,1	41,9	29,2	16,7	1,8	22,8	17,5	6,8 ^a
Taux d'intérêt pondéré								
Taux d'intérêt créditeur (moyenne annuelle)	11,25	11,84	15,31	15,27	15,63	13,41	12,03	10,61
Taux d'intérêt débiteur (moyenne annuelle)	26,95	29,75	32,07	30,55	30,15	26,82	23,76	22,69
Taux des réserves obligatoires^b								
Taux de réserve légale des banques commerciales	34	34	12	12	12	12	12	12
Taux de réserve légale des sociétés d'épargne	21	21	12	12	12	12	12	12
Taux de réserve légale des sociétés financières	15	15	12	12	12	12	12	12
Taux de couverture des bons de caisse	15	15	12	12	12	12	12	12
Investissements obligatoires pour les banques commerciales	s.o.	s.o.	19	13	13	7	3	0
Investissements obligatoires pour les sociétés d'épargne	s.o.	s.o.	9	5	5	5	3	0
Investissements obligatoires financiers et bons de caisse	s.o.	s.o.	3	3	3	3	3	0
Inflation								
Indice des prix à la consommation (pourcentage de variation moyenne)	29,5	23,8	20,2	13,7	11,6	11,1	9,6	7,7
Taux de change								
Taux de change moyen (lempiras/dollar EU)	9,47	11,71	13,00	13,38	14,18	14,84	15,47	16,43
Taux de change de fin d'année (lempiras/dollar EU)	10,34	12,87	13,09	13,81	14,50	15,14	15,92	16,92
Indice du taux de change effectif réel (1995 = 100) ^{c,d}	100,0	100,5	108,7	119,5	123,2	128,3	133,3	133,0
Termes de l'échange (1995 = 100) ^c	100,0	94,0	90,5	92,2	92,4	91,3	83,7	84,9

s.o. Sans objet.

a La devise est évaluée au taux de change de fin de période chaque année.

b Fin de période.

c Renseignements fournis par la BCH.

d Une augmentation de l'indice indique une appréciation de la valeur réelle.

Source: Tableau élaboré par l'OMC sur la base de renseignements fournis par la Banque centrale du Honduras et par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL).

Tableau 4. Balance des paiements, 1996-2002
(en millions de dollars EU)

	1996	1997	1998	1999	2000 ^p	2001 ^p	2002 ^p
Balance des opérations courantes	-193,9	-169,8	-128,2	-240,9	-245,6	-293,4	-243,0
Balance du commerce des marchandises et services	-470,6	-481,8	-615,7	-977,8	-992,5	-1 222,6	-1 200,0
Balance du commerce des marchandises	-341,3	-504,4	-758,6	-1 291,8	-1 233,4	-1 416,1	-1 433,6
Balance des services	-129,3	22,6	142,9	314,0	240,9	193,5	233,6
Exportations de marchandises et de services	1 944,30	2 223,7	2 504,1	2 310,9	2 600,7	2 517,5	2 517,5
Exportation de marchandises ^a	1 417,6	1 534,3	1 611,9	1 217,8	1 436,2	1 391,3	1 370,7
Fret et assurance sur marchandise	16,7	17,9	19,3	14,6	17,2	16,7	16,4
Voyages	115,0	145,6	167,6	208,0	259,8	256,3	291,1
Dividendes et intérêts	29,0	40,6	55,2	72,2	104,1	81,5	60,0
Transaction de l'État	38,0	41,0	45,0	47,0	50,0	55,0	57,8
Valeur ajoutée de la maquila	203,7	312,7	454,9	538,5	575,4	551,5	559,7
Autres postes	124,3	131,6	150,2	212,8	157,9	165,2	161,8
Importations de marchandises et de services	2 414,9	2 705,6	3 119,8	3 288,7	3 593,1	3 740,1	3 717,5
Importation de marchandises f.a.b.	1 758,9	2 038,7	2 370,5	2 509,6	2 669,6	2 807,4	2 804,3
Fret et assurance sur marchandise	170,1	198,6	234,3	247,3	263,8	275,8	275,1
Voyages	60,0	62,0	81,0	94,0	119,6	127,6	130,6
Rémunération des investissements étrangers directs	70,0	60,0	70,0	43,6	70,0	75,2	84,9
Intérêts de la dette extérieure et autres	217,4	193,2	193,6	192,1	186,8	154,0	141,0
Transactions de l'État	8,2	9,2	10,3	11,0	13,8	14,0	14,2
Autres postes	130,4	143,9	160,1	191,1	269,5	286,1	267,4
Transferts	276,7	312,0	487,5	736,9	746,9	929,2	957,0
Balance des mouvements de capitaux	227,2	227,4	171,8	335,6	68,4	230,7	187,8
Long terme	84,9	115,5	179,5	426,3	177,0	254,7	80,5
Secteur privé	103,3	112,6	170,4	291,2	298,8	197,4	127,3
Investissement direct	90,0	127,7	99,0	237,3	282,0	195,0	142,9
Prêts	13,6	-15,1	71,4	53,9	16,8	2,4	-15,6
Arriérés	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur public	-8,8	-55,0	-30,3	168,8	-48,9	123,7	-10,0
Prêts	45,7	-27,8	-0,4	223,6	18,5	127,3	41,5
Arriérés	-54,5	-27,2	-29,9	-54,8	-8,0	0,0	-47,7
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	-59,4	-3,6	-3,8
Secteur bancaire	4,5	57,9	39,4	-33,7	-72,9	-66,4	-36,8
Prêts	-9,1	57,9	39,4	-32,1	-69,8	-66,4	-35,2
Arriérés	-0,5	0,0	0,0	-1,6	-3,1	0,0	-1,6
Autres	13,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Court terme	142,3	111,9	-7,7	-90,7	-108,6	-24,0	107,3
Secteur privé	42,7	138,0	13,7	-18,3	-28,2	22,7	18,8
Secteur public	99,6	-26,1	-21,4	-72,4	-80,4	-46,7	88,5
Erreurs et omissions et capitaux non identifiés	69,4	130,9	97,7	121,3	123,5	62,4	118,7
Solde global	102,7	188,5	141,3	216,0	-53,7	-0,3	63,5
Réserves de change internationales (- augmentation)	-174,3	-296,4	-230,0	-473,9	-118,8	-147,3	-214,0
Renégociation de la dette	18,4	107,4	69,7	57,9	250,7	83,4	19,1
Renégociation des arriérés	-1,0	-25,7	-30,0	-2,0	-158,8	-12,0	0,0
Change, arriérés, dette	53,1	29,1	39,0	93,3	13,6	-13,5	64,8
Conversion de la dette	0,0	-4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remise de l'année	1,1	1,1	10,0	36,9	16,4	39,5	31,0
Remise de dette	1,4	1,1	19,4	2,5	31,9	19,0	0,0
Réduction des arriérés pour annulation de la dette extérieure	-1,4	-1,1	-19,4	-2,5	-31,9	-19,0	0,0
Service de la dette payée sur des fonds CAETF	-	-	-	71,8	44,9	17,3	13,3
Versements Initiative PPE	-	-	-	-	5,7	32,9	12,3

a Inclut l'or non monétaire et les exportations d'énergie électrique.

p Chiffres provisoires.

Source: Banque centrale du Honduras.

Tableau 5. Flux de l'investissement étranger direct, 1997-2001
(en milliers de dollars EU)

	1997	1998	1999	2000	2001
Par pays investisseur					
États-Unis	50 499	33 049	113 855	64 241	52 600
El Salvador	25 839	7 652	13 908	7 879	9 240
Guatemala	6 088	5 190	3 355	11 085	10 847
Costa Rica	7 554	5 587	6 442	21 187	24 107
Panama	676	973	19 475	15 100	18 088
Mexique	6 677	1 183	4 613	-139	207
Espagne	305	1 649	5 884	7 775	9 785
Royaume-Uni	12 983	6 609	2 567	14 957	4 289
Suisse	1 310	3 746	6 948	-4 051	-1 250
Italie	7 200	11 885	-3 606	13 625	7 624
Allemagne	1 212	4 187	157	219	189
Japon	4 348	1 898	124	--	1 151
Canada	--	11 999	55 100	36 058	15 057
Autres pays	3 000	3 711	8 516	94 056	43 069
Total	127 701	99 321	237 337	282 000	195 001
Par branche d'activité économique					
Agriculture, chasse et pêche	3 662	-9 491	54 364	39 270	20 000
Mines et carrières	4 201	12 063	58 160	28 022	20 859
Industrie manufacturière	48 960	23 142	46 519	88 616	55 963
Électricité, gaz et eau	10 596	23 996	1 293	2 377	1 770
Construction	11 005	13 999	-3 517	14 722	10 958
Commerces, restaurants et hôtels	28 133	22 770	58 122	83 512	61 485
Transport, entreposage et communication	1 701	3 500	10 572	12 137	12 034
Établissements financiers, assurances	--	--	--	--	--
Biens immobiliers et services rendus aux entreprises	12 751	7 792	11 485	13 344	11 933
Autres	6 693	1 550	341	--	--
Total	127 701	99 321 20	237 337	282 000	195 001

-- Zéro.

Source: Banque centrale du Honduras, au 20 septembre 2002.

Tableau 6. HONDURAS: Taux de réserve légal et investissements obligatoires pour les obligations en monnaie nationale, 1997-2002
(en pourcentage)

Années	Mois	Secteur financier national							
		Banques commerciales		Sociétés d'épargne et de prêt		Sociétés financières		Bons de caisse	
		Réserve légale	Investissements obligatoires	Réserve légale	Investissements obligatoires	Réserve légale	Investissements obligatoires	Réserve légale	Investissements obligatoires
1997	Février	34	-	21	-	15	-	15	-
	Mars	33	-	21	-	15	-	15	-
	Avril	12	21	12	9	12	3	12	3
	Août	12	19	12	9	12	3	12	3
1998	Avril	12	17	12	9	12	3	12	3
	Octobre	12	15	12	9	12	3	12	3
	Novembre	12	13	12	5	12	3	12	3
2000	Juin	12	10	12	5	12	3	12	3
	Septembre	12	8,5	12	5	12	3	12	3
	Octobre	12	7	12	5	12	3	12	3
2001	Mai	12	5	12	3	12	3	12	3
	Septembre	12	3	12	3	12	3	12	3
2002	Juillet	12	1,5	12	1,5	12	1,5	12	1,5
	Septembre	12	0	12	0	12	0	12	0

Source: Banque centrale du Honduras. Renseignements recueillis jusqu'en mai 2003.

Tableau 7. Marchandises assujetties à des régimes d'importation spéciaux dans le cadre du MCCA

Position tarifaire	Désignation	Mesure
Régime commun aux cinq pays		
09.01.1	Café non torréfié	Païement de droits de douane d'importation (DDI)
17.01	Sucres de canne raffinés ou non	Contrôle à l'importation
17.01.11.00	De canne	
17.01.91.00	Additionnés d'aromatisants ou de colorants	
17.01.99.00	Autres	
Régime bilatéral avec le Guatemala		
09.01.2	Café torréfié	Païement de DDI
22.08	Boissons alcooliques distillées	Païement de DDI
27.10	Produits dérivés du pétrole (à l'exception des solvants minéraux (2710.00.1) et asphaltes (2713.20.00) qui bénéficient du libre-échange entre les parties)	Païement de DDI
27.12		
27.13		
27.15		
Régime bilatéral avec El Salvador		
09.01.2	Café torréfié	Les échanges sont soumis au paiement de DDI.
22.07	Alcool éthylique même dénaturé	Contrôle à l'importation
22.08.90.10		
22.08 excepté 2208.90.10	Boissons alcooliques distillées	Païement de DDI
27.10	Produits dérivés du pétrole (à l'exception des solvants minéraux (2710.00.1) et asphaltes (2713.20.00) qui bénéficient du libre-échange entre les parties)	Païement de DDI
27.12		
27.13		
27.15		
Régime bilatéral avec le Nicaragua		
09.01.2	Café torréfié	Païement de DDI
22.08	Boissons alcooliques distillées	Païement de DDI
27.10	Produits dérivés du pétrole (à l'exception des solvants minéraux (2710.00.1) et asphaltes (2713.20.00) qui bénéficient du libre-échange entre les parties)	Païement de DDI
27.12		
27.13		
27.15		
Régime bilatéral avec le Costa Rica		
09.01.2	Café torréfié	Païement de DDI
22.07	Alcool éthylique même dénaturé	Contrôle à l'importation
22.08.90.10		
22.08 excepté 2208.90.10	Boissons alcooliques distillées	Païement de DDI
27.10	Produits dérivés du pétrole (à l'exception des solvants minéraux (2710.00.1) et asphaltes (2713.20.00) qui bénéficient du libre-échange entre les parties)	Païement de DDI
27.12		
27.13		
27.15		

Source: Résolution n° 44-99 du Conseil des ministres de l'intégration économique de l'Amérique centrale (COMIECO), du 17 septembre 1999 et Résolution n° 01-2002 du Comité exécutif de l'intégration économique, en vigueur à partir de janvier 2003.

Tableau 8. Exportations f.a.b., par principaux produits
(Volume en milliers et valeur en millions de dollars EU)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^P	2001 ^P	2002 ^P
Bananes													
Valeur	357,9	314,4	256,3	225,6	155,1	214,2	279,8	224,6	219,6	38,1	124,2	204,2	172,4
Volume, cartons de 40 livres	42 321	38 325	40 933	36 324	26 824	31 726	38 748	33 126	28 234	6 750	20 686	25 487	23 453
Prix	8,46	8,21	6,26	6,21	5,78	6,75	7,22	6,78	7,78	5,64	6,01	8,01	7,35
Café													
Valeur	180,9	145,9	147,6	124,6	200,1	349,3	278,9	326,3	429,8	256,1	339,4	160,7	182,5
Volume, sacs de 60 kg	1 735	1 444	1 961	1 705	1 718	1 796	2 060	1 722	2 330	1 986	2 903	2 391	2 711
Prix	104,25	101,00	75,31	73,06	116,45	194,47	135,38	189,46	184,49	128,92	116,90	67,20	67,32
Volume, sacs de 46 kg	2 264	1 883	2 556	2 225	2 241	2 343	2 687	2 246	3 039	2 591	3 787	3 119	3 536
Prix	79,93	77,52	57,78	56,01	89,28	149,10	103,79	145,31	141,44	98,84	89,63	51,52	51,61
Bois													
Valeur	16,1	15,3	15,6	21,9	21,3	19,0	21,7	19,5	17,1	27,5	33,5	33,9	33,7
Volume P.T.	36 868	30 627	33 690	36 387	32 282	28 654	30 111	25 658	25 540	38 168	44 179	44 026	43 205
Prix	0,44	0,49	0,46	0,60	0,66	0,66	0,72	0,76	0,67	0,72	0,76	0,77	0,78
Or													
Valeur	25,3	31,4	37,0	39,6	39,0	13,0	11,0	0,0	0,0	0,0	6,3	63,8	80,5
Volume, onces troy	11 463	14 154	16 523	16 886	16 248	5 967	5 900	0	0	0	24	244	265
Prix	2,21	2,22	2,24	2,35	2,40	2,18	1,87	0,00	0,00	0,00	260,32	261,68	303,89
Argent													
Valeur	4,7	4,3	5,2	3,5	4,4	5,5	4,7	6,5	7,8	5,4	8,3	7,9	5,1
Volume, onces troy	1 034	1 115	1 374	855	866	1 114	945	1 434	1 525	1 085	1 733	1 846	1 165
Prix	4,57	3,83	3,75	4,12	5,02	4,93	5,02	4,52	5,14	4,94	4,77	4,26	4,39
Plomb													
Valeur	4,2	3,3	7,9	1,8	1,7	1,8	2,7	4,6	3,2	3,7	3,3	3,3	2,9
Volume, livres	12 339	12 741	29 749	7 828	6 349	5 774	7 423	13 624	10 365	12 435	10 835	15 092	15 975
Prix	0,34	0,26	0,27	0,23	0,27	0,30	0,36	0,34	0,31	0,30	0,30	0,22	0,18
Zinc													
Valeur	46,4	36,3	35,7	23,0	21,1	27,1	25,7	53,8	36,3	50,2	54,5	38,5	29,0
Volume, livres	69 226	74 161	70 272	58 497	51 408	63 160	61 543	96 572	85 659	94 786	97 396	101 334	93 556
Prix	0,67	0,49	0,51	0,39	0,41	0,43	0,42	0,56	0,42	0,53	0,56	0,38	0,31
Sucre													
Valeur	12,4	8,4	5,4	5,2	4,8	6,8	9,5	12,1	10,2	5,3	7,8	30,4	17,5
Volume, kg	27 111	20 053	12 829	11 637	9 634	13 292	19 343	24 862	21 033	10 509	25 499	160 083	97 066
Prix	0,46	0,42	0,42	0,45	0,50	0,51	0,49	0,49	0,48	0,50	0,31	0,19	0,18
Crevettes d'élevage													
Valeur	29,0	43,2	53,3	100,5	106,7	93,9	124,6	130,8	135,9	127,4	122,7	156,3	131,9
Volume, kg	3 323	4 675	5 966	9 092	8 190	6 962	9 296	9 083	10 037	9 200	8 250	10 912	13 336
Prix	8,73	9,25	8,93	11,05	13,03	13,48	13,40	14,42	13,54	13,85	14,87	14,32	9,89
Crevettes sauvages													
Valeur	7,1	11,0	15,6	11,9	26,9	30,6	18,6	20,1	21,0	22,4	33,0	20,8	15,8
Volume, kg	811	1 187	1 757	1 083	2 066	2 273	1 386	1 393	1 549	1 620	2 222	1 456	1 600
Prix	8,73	9,25	8,93	11,05	13,03	13,48	13,40	14,42	13,54	13,85	14,87	14,32	9,88
Langoustes													
Valeur	29,6	38,7	32,4	26,8	31,9	34,1	35,0	28,2	31,8	39,5	29,6	29,9	37,0
Volume, kg	1 792	2 231	1 697	1 188	1 045	1 066	1 082	866	968	1 200	897	1 029	1 193
Prix	16,54	17,35	19,14	22,56	30,53	32,00	32,38	32,54	32,80	32,93	32,95	29,01	31,05

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^p	2001 ^p	2002 ^p
Tabac													
Valeur	2,5	2,1	4,1	6,4	5,8	5,5	5,3	7,3	8,6	10,5	12,6	7,2	6,5
Volume, kg	1 221	1 188	1 869	2 858	2 572	2 394	2 322	2 438	2 729	3 750	4 606	2 547	2 321
Prix	2,07	1,78	2,16	2,22	2,25	2,30	2,29	2,98	3,16	2,80	2,75	2,84	2,80
Melons													
Valeur	6,6	12,8	10,8	19,6	24,2	25,4	30,9	39,3	43,8	35,7	31,4	25,5	27,8
Volume, kg	38 301	42 216	44 958	67 719	83 420	68 718	79 312	98 193	109 603	102 000	120 864	127 589	132 235
Prix	0,17	0,30	0,24	0,29	0,29	0,37	0,39	0,40	0,40	0,35	0,26	0,20	0,21
Ananas													
Valeur	12,2	12,8	20,1	21,2	19,7	21,5	18,1	18,4	18,5	19,2	11,3	10,0	11,6
Volume, kg	45 350	53 171	51 248	54 339	50 420	53 835	43 034	42 695	43 096	43 527	41 710	35 714	40 000
Prix	0,27	0,24	0,39	0,39	0,39	0,40	0,42	0,43	0,43	0,44	0,27	0,28	0,29
Savons et détergents													
Valeur	2,5	5,0	7,7	8,3	10,4	26,3	34,1	36,9	37,2	38,7	45,7	50,6	26,1
Volume, kg	5 263	8 705	11 256	13 430	16 747	31 402	40 118	42 900	43 256	44 527	46 308	57 500	37 286
Prix	0,48	0,58	0,69	0,61	0,62	0,84	0,85	0,86	0,86	0,87	0,88	0,88	0,70
Ouvrages en bois													
Valeur	9,7	11,0	14,1	15,7	16,5	15,9	16,5	21,2	26,4	26,0	32,4	30,5	33,4
Volume, kg	34 745	37 730	53 371	59 009	55 612	51 163	50 280	51 773	60 000	60 465	46 900	58 700	77 674
Prix	0,28	0,29	0,26	0,27	0,30	0,31	0,33	0,41	0,44	0,43	0,69	0,52	0,43
Huile de palme													
Valeur	1,7	0,7	4,8	6,2	4,3	3,1	3,2	1,6	22,1	13,4	16,2	25,7	30,3
Volume, kg	4 599	1 423	10 707	14 424	8 686	4 075	4 279	3 000	30 031	21 830	27 000	35 205	57 212
Prix	0,38	0,47	0,45	0,43	0,50	0,75	0,75	0,53	0,74	0,62	0,60	0,73	0,53
Total partiel	748,8	696,6	673,7	661,8	693,9	892,9	920,3	951,2	1069,3	719,1	912,1	899,2	844,0
Autres produits	82,2	95,8	127,8	200,0	271,6	327,3	395,7	494,5	463,5	445,3	467,9	441,5	486,9
Total marchandises	831,0	792,4	801,5	861,8	965,5	1 220,2	1 316,0	1 445,7	1 532,8	1 164,4	1 380,0	1 340,7	1 330,9

Note: À partir de 1993, la catégorie "Autres produits" comprend les exportations d'Amérique centrale.

p Chiffres provisoires.

Dernière mise à jour le 23 juin 2003.

Tableau 9. Importations c.a.f. du Honduras
(en millions de dollars EU)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^p	2001 ^p	2002 ^p
1. Animaux vivants et produits du règne animal	13,6	17,3	18,4	36,1	34,8	33,9	43,5	60,8	71,3	71,5	94,1	86,3	60,4
2. Produits du règne végétal	34,6	51,6	39,1	54,8	77,3	83,2	99,1	99,8	103,6	134,4	145,0	143,0	150,9
3. Graisse et huiles animales ou végétales	2,4	4,1	6,0	7,2	6,9	20,2	16,8	15,6	21,5	22,3	19,2	13,5	21,3
4. Produits des industries alimentaires	49,0	51,1	57,1	82,4	105,9	114,1	149,5	229,2	260,3	260,1	263,1	302,9	290,0
5. Produits minéraux	171,2	174,4	163,3	186,8	194,5	226,3	249,8	238,7	219,6	261,6	394,2	417,2	420,3
5.1 Autres produits minéraux	3,0	2,0	2,5	4,1	3,9	4,7	3,6	5,0	5,2	5,2	10,5	22,8	7,7
5.2 Combustibles et lubrifiants	168,2	172,4	160,8	182,7	190,6	221,6	246,2	233,7	214,4	256,4	383,6	394,4	412,7
6. Produits des industries chimiques ou des industries connexes	146,9	158,6	171,3	206,7	209,6	248,2	266,1	276,5	336,5	351,7	390,2	421,1	444,8
7. Matières plastiques et ouvrages en ces matières	76,8	73,5	76,4	91,4	94,4	121,4	123,0	135,1	144,7	147,4	165,7	181,2	187,9
8. Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,5	1,2	1,0	1,6	2,3	2,8	2,9	4,3	4,8	5,8	5,7	6,6	8,3
9. Bois, charbon de bois et ouvrages en bois; liège et ouvrages en liège	1,1	1,9	1,8	2,9	2,7	3,7	9,0	10,5	13,2	8,7	12,8	11,6	10,8
10. Matière pour la fabrication de papier et d'articles en papier	64,7	76,3	66,7	83,3	81,0	110,3	116,9	101,4	125,3	120,9	142,5	167,2	168,0
11. Matières textiles et ouvrages en ces matières	28,2	29,8	33,9	28,4	30,7	41,2	54,7	58,0	79,1	85,9	80,9	85,5	82,0
12. Chaussures, coiffures, plumes et fleurs	3,3	2,5	2,7	3,4	3,2	4,9	6,6	12,1	15,0	16,4	18,6	28,5	25,6
13. Ouvrages en pierres, plâtres, ciment et verre	16,9	19,3	21,0	30,8	29,4	44,1	35,0	42,0	46,4	44,0	44,5	45,5	46,6
14. Perles, pierres gemmes, métaux précieux et ouvrages en ces matières.	0,3	1,4	0,3	1,3	0,7	0,6	3,7	2,0	1,7	3,5	1,2	1,4	2,6
15. Métaux communs et ouvrages en ces métaux	80,3	69,0	79,4	98,8	116,2	143,6	151,3	185,0	204,9	245,2	201,6	239,9	208,1
16. Machines, appareils et matériel électrique	133,3	128,0	164,8	207,9	295,2	274,4	306,2	370,2	514,9	519,3	465,6	449,7	487,0
17. Matériel de transport	88,5	76,3	108,4	137,0	146,5	134,0	156,7	245,8	295,0	279,1	299,1	283,4	266,9
18. Instruments d'optique, de photographie ou de cinématographie, instruments médicochirurgicaux et autres	13,0	11,0	14,1	15,2	12,7	15,0	24,1	25,9	29,5	40,5	48,3	32,5	36,4
19. Armes et munitions	2,5	0,9	0,4	0,4	0,8	1,1	0,8	0,6	1,1	3,0	5,5	8,7	2,1
20. Marchandises et produits divers	7,3	6,8	10,3	13,9	15,4	19,6	24,1	34,2	44,9	53,1	56,6	57,9	56,2
21. Objets d'art et de collection	0,5	0,1	0,2	0,3	0,1	0,1	0,2	0,9	1,5	1,7	0,4	0,3	0,1
Total	934,8	955,2	1036,6	1290,6	1460,3	1642,7	1840,0	2148,6	2534,8	2676,1	2854,7	2983,9	2976,3
Total sans les combustibles	766,6	782,8	875,8	1107,9	1269,7	1421,1	1593,8	1914,9	2320,4	2419,7	2471,1	2589,5	2563,6

Note: À l'exclusion des importations réalisées par des entreprises d'assemblage sous douane implantées dans le pays.

p Chiffres provisoires.

Dernière mise à jour: 23 juin 2003.

Source: Chiffres communiqués par la Direction générale des statistiques et recensements (DGEC) jusqu'en 1995; pour 1996 et 1997, chiffres du SIECE corrigés par la Section de la balance des paiements.

Tableau 10. HONDURAS: Répartition régionale des exportations f.a.b.
(en millions de dollars EU)

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^p	2001 ^p	2002 ^p
Amérique	457,2	463,8	516,9	572,5	655,7	846,1	898,2	961,2	1 034,4	864,8	943,4	1 042,4	1 048,7
Amérique du Nord	414,0	408,1	434,0	433,7	474,6	613,5	621,3	673,6	692,3	577,4	609,3	651,5	696,4
États-Unis	410,4	403,3	419,9	432,2	470,4	608,2	612,4	666,2	686,0	572,4	604,2	607,6	665,2
Canada	3,6	4,8	14,1	1,5	4,2	5,3	8,9	7,4	6,3	5,0	5,1	43,9	31,2
Amérique latine	43,2	55,7	82,9	138,8	181,1	232,6	276,9	287,6	342,1	287,4	334,1	390,9	352,3
Amérique centrale	22,9	32,1	48,2	105,2	139,9	180,8	206,4	213,0	262,3	257,2	264,5	326,6	280,9
Guatemala	10,5	8,9	11,9	25,5	34,7	49,2	56,1	57,8	88,7	72,9	83,5	129,3	83,9
Nicaragua	1,7	4,2	8,9	36,5	40,2	56,2	64,0	66,1	65,7	73,7	30,8	26,5	9,4
Costa Rica	1,5	2,6	4,1	10,5	21,5	23,5	27,2	28,1	24,6	27,3	30,3	35,8	30,6
El Salvador	9,2	16,4	23,3	32,7	43,5	51,9	59,1	61,0	83,3	83,3	119,9	135,0	157,0
Mexique	2,4	3,7	2,3	4,2	2,0	2,5	4,1	4,5	6,0	1,4	4,1	7,4	11,2
Trinité-et-Tobago	0,1	0,1	0,2	1,5	2,5	3,1	0,3	2,1	2,0	3,5	12,8	7,6	6,9
Venezuela	0,0	0,7	1,0	0,2	0,1	0,1	0,3	0,6	1,1	1,2	0,6	0,5	0,4
Colombie	1,1	1,2	0,8	1,4	1,5	1,9	1,3	1,2	0,6	1,6	1,6	3,9	5,3
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	0,0	0,2	2,6	0,1
Argentine	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République dominicaine	0,2	0,6	0,8	0,5	1,0	1,3	7,5	3,1	2,7	4,5	1,5	4,4	3,5
Équateur	1,4	2,8	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	1,2	0,2
Autres pays d'Amérique latine	15,1	14,5	27,6	25,7	34,0	42,8	57,0	62,6	67,2	18,0	48,8	36,7	43,8
Europe	285,8	277,6	246,0	239,7	236,5	297,7	353,8	417,3	385,1	213,9	300,9	228,7	230,1
Allemagne	63,9	41,3	87,7	99,7	60,0	104,7	85,8	120,6	94,2	50,4	74,9	57,4	83,9
Pays-Bas	12,6	11,3	9,3	8,5	18,4	23,1	29,9	15,6	15,0	12,8	23,5	19,2	23,9
Belgique	72,5	71,1	50,3	55,6	41,6	42,4	82,4	72,8	70,4	40,1	78,1	70,5	41,0
France	2,8	1,7	2,6	8,2	11,2	14,1	13,6	14,5	15,6	12,4	13,0	14,0	9,8
Espagne	11,2	10,3	11,9	16,7	30,8	38,8	43,5	49,1	44,3	27,1	16,7	16,4	9,9
Italie	30,8	35,0	23,7	9,0	16,3	20,5	28,8	41,7	30,9	25,1	20,5	14,6	19,6
Royaume-Uni	28,2	47,4	29,8	24,1	38,3	29,0	21,8	56,7	32,9	10,4	38,8	4,6	12,2
Autres pays d'Europe	63,8	59,5	30,7	17,9	20,0	25,1	48,0	46,3	81,8	35,6	35,4	32,0	29,8
Japon	38,5	39,6	19,1	18,9	31,2	39,3	37,6	43,2	66,7	55,5	42,4	30,0	20,2
Reste du monde	49,5	11,4	19,5	30,7	42,1	37,1	26,4	24,0	63,7	30,2	43,4	39,5	31,9
Total	831,0	792,4	801,5	861,8	965,5	1 220,2	1 316,0	1 445,7	1 549,9	1 164,4	1 330,0	1 340,7	1 330,9

p Chiffres provisoires.

Dernière mise à jour: 30 juin 2003.

Source: Chiffres communiqués par la DGEC, le SIECE, les banques centrales de l'Amérique centrale et corrigés par la Section de la balance des paiements.

Tableau 11. HONDURAS: Répartition régionale des importations c.a.f.
(en millions de dollars EU)

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^p	2001 ^p	2002 ^p
Amérique	682,5	739,4	846,4	1 061,5	1 143,1	1 289,3	1 536,1	1 822,8	2 143,5	2 274,8	2 487,2	2 556,5	2 559,7
Amérique du Nord	401,3	467,4	556,9	602,4	640,0	716,1	869,7	1 045,3	1 188,4	1 198,7	1 238,2	1 298,5	1 230,6
États-Unis	397,7	460,1	547,2	588,3	626,6	705,2	857,6	1 033,0	1 177,3	1 182,7	1 220,2	1 281,7	1 213,1
Canada	3,6	7,3	9,7	14,1	13,4	10,9	12,1	12,3	11,1	16,0	18,0	16,8	17,5
Amérique latine	281,2	272,0	289,5	459,1	503,1	573,2	666,4	777,5	955,1	1 076,1	1 249,0	1 258,0	1 329,1
Amérique centrale	74,6	96,8	114,5	198,8	214,2	290,2	299,6	342,2	501,7	540,9	596,4	630,3	573,7
Guatemala	33,9	44,6	48,8	83,0	93,7	134,4	133,5	151,1	232,5	224,7	233,1	295,4	236,6
Nicaragua	10,7	9,1	8,2	10,2	13,6	14,8	17,4	21,1	24,9	38,0	37,3	47,9	57,8
Costa Rica	14,6	22,4	26,8	55,3	47,9	57,4	59,3	56,6	87,9	97,8	100,9	103,0	103,3
El Salvador	15,4	20,7	30,7	50,3	59,0	83,6	89,4	113,4	156,4	180,4	225,1	184,0	176,0
Mexique	56,0	48,9	66,5	35,6	43,7	72,2	90,0	115,2	120,7	136,6	140,1	140,5	166,7
Trinité-et-Tobago	0,6	0,1	0,4	4,2	3,7	1,5	4,5	9,7	24,8	15,5	30,5	35,0	75,8
Venezuela	61,0	59,8	18,6	11,8	13,0	21,7	29,4	28,5	31,8	29,3	30,9	26,3	52,9
Colombie	12,4	7,9	10,9	16,3	13,4	18,7	19,0	16,0	16,6	28,0	34,3	29,8	28,9
Brésil	16,2	17,4	19,4	24,7	25,9	26,3	20,5	24,2	23,5	30,9	29,6	29,5	37,8
Argentine	4,8	2,9	4,4	3,6	1,9	2,5	2,9	6,4	3,1	4,4	6,1	6,7	6,8
République dominicaine	0,9	1,4	1,7	1,2	1,4	4,8	14,5	12,8	6,8	6,1	3,1	4,2	7,6
Équateur	0,7	0,7	0,9	1,1	1,6	3,9	4,6	4,0	1,6	10,9	12,5	2,0	22,6
Autres pays d'Amérique latine	54,0	36,1	52,2	161,8	184,3	131,4	181,4	218,5	224,5	273,5	365,5	353,6	356,3
Europe	153,5	123,9	100,9	119,0	181,0	187,9	147,1	162,2	188,8	219,3	172,1	238,5	220,2
Allemagne	37,2	26,8	20,5	29,7	52,3	37,3	30,4	33,4	33,5	46,4	35,9	30,7	33,5
Pays-Bas	61,0	45,9	22,1	11,8	21,8	55,7	17,8	9,7	35,1	27,6	10,7	83,5	51,1
Belgique	4,9	3,7	5,1	8,1	20,5	14,8	14,7	20,0	17,0	14,4	10,7	10,6	22,7
France	4,8	6,4	8,8	9,1	8,9	5,2	19,8	9,0	17,7	25,5	28,6	20,5	17,0
Espagne	6,6	7,9	6,8	7,4	26,7	27,0	19,9	20,1	26,7	30,6	29,9	37,4	37,8
Italie	6,0	5,2	4,4	12,9	9,9	12,0	11,1	14,9	14,5	22,3	12,9	18,5	14,2
Royaume-Uni	10,5	8,8	11,0	10,4	10,0	7,3	9,4	10,5	16,0	12,1	9,8	7,7	7,2
Autres pays d'Europe	22,5	19,2	22,2	29,6	30,9	28,6	24,0	44,6	28,3	40,4	33,6	29,6	36,7
Japon	64,2	56,0	53,0	56,8	68,7	59,2	78,3	76,4	117,1	107,2	103,2	114,3	101,4
Reste du monde	34,6	35,8	36,3	53,3	67,5	106,3	78,5	87,2	85,3	74,9	92,1	74,6	95,0
Total	934,8	955,1	1 036,6	1 290,6	1 460,3	1 642,7	1 840,0	2 148,6	2 534,8	2 676,1	2 854,6	2 983,9	2 976,3

^p Chiffres provisoires.

Dernière mise à jour: 30 juin 2003.

Source: Chiffres communiqués par la DGEC, les banques centrales d'Amérique centrale et corrigés par la Section de la balance des paiements.

VII. ANNEXE 12 - LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Un engagement de tous en faveur du Honduras

De quoi s'agit-il et quels ont été les progrès?

HISTORIQUE

1. La Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) apparaît comme un moyen de répondre à la nécessité de concevoir un ensemble de politiques à long terme qui permettent au Honduras de venir à bout des problèmes de mise en valeur des ressources humaines, entravé depuis longtemps par de multiples facteurs d'ordre économique et social et aggravés par les ravages du cyclone Mitch qui a dévasté le pays en novembre 1998. Cette conjonction de circonstances s'est produite au moment où un certain nombre de changements se produisaient dans la vision de l'aide de la communauté internationale, comme en témoigne le remplacement de la Facilité d'ajustement structurel du FMI par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), et l'accès du pays à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés à laquelle le Honduras a accédé, et qui, lorsqu'elle se concrétisera, sera une source importante de financement de la stratégie.

2. Le document relatif à la SRP a été élaboré avec la participation active de la société civile dont l'implication dans le processus est un gage de succès à long terme. Le processus participatif, auquel plus de 3 500 représentants d'organisations de la société civile ont pris part directement, s'est déroulé de janvier 2000 à mai 2001. Les participants étaient souvent porteurs d'un mandat faisant suite aux consultations engagées par les organisations auprès de leurs membres. Les résultats de chaque réunion et les propositions écrites présentées par les diverses organisations ont été classés, regroupés et analysés afin d'en dégager les points communs et de les évaluer sur la base de critères techniques en fonction des moyens du pays sur le plan économique et social. Le document final élaboré sur cette base prévoit d'intensifier le développement et reprend une série de thèmes proposés par la société civile.

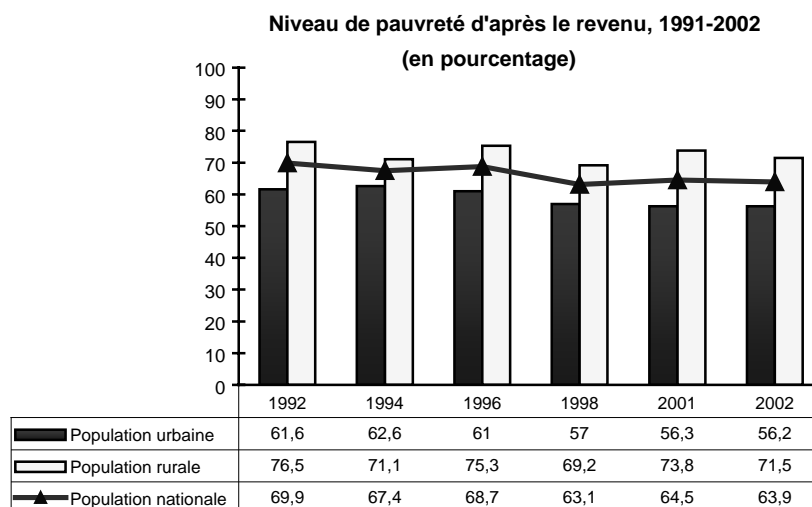
3. C'est en 2002 que la Stratégie de réduction de la pauvreté a été lancée. Comme tous les pays qui ont élaboré et mis en œuvre ce genre de stratégie dans le cadre de l'Initiative en faveur des PPTE, le Honduras a dû faire l'apprentissage de cet instrument ambitieux, avec ses nouveautés et ses difficultés. Il a fallu à maintes reprises apprendre à utiliser des méthodes et des procédés novateurs alors qu'on n'avait que des indications très générales des organismes multilatéraux ou que de vagues échos de l'expérience des autres pays. De plus, le processus a été d'une certaine manière plus difficile pour le Honduras puisque 2002 a été l'année de l'accès au pouvoir d'un nouveau gouvernement.

4. Un premier bilan montre des progrès importants au niveau de l'assainissement de la politique macro-économique de mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté, de la définition de la priorité des projets et de la gestion des ressources complémentaires. En revanche, les investissements n'ont pas répondu aux attentes, à la fois parce que la programmation initiale était trop ambitieuse, d'autre part parce que le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des PPTE n'a pas pu être atteint par suite de retards. On espère que le niveau des investissements augmentera dans des proportions importantes en 2003 de façon à atteindre 3,2 pour cent du PIB, et que les objectifs prévus pour 2004-2005 pourront se concrétiser.

CONTENU DU CADRE STRATÉGIQUE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Niveau de pauvreté

5. En raison du caractère multidimensionnel de la pauvreté, il est fait appel pour la mesurer à diverses méthodes, qui montrent toutes l'ampleur de la pauvreté au Honduras, même si une légère amélioration a été enregistrée au cours des dernières années. En 2002, près de 64 pour cent des ménages vivaient en dessous du seuil de pauvreté et près de 47 pour cent dans l'extrême pauvreté; ces chiffres étaient en légère augmentation par rapport à 1991 où ils s'établissaient respectivement à 75 et 54 pour cent. La méthode des besoins essentiels non satisfaits fait apparaître une tendance plus favorable puisque le nombre de ménages dont les besoins essentiels ne sont pas satisfaits est tombé de 67 à 47 pour cent entre 1990 et 1997. Toutefois, la situation en ce qui concerne l'état nutritionnel des enfants d'âge scolaire demeure préoccupante et le niveau du développement humain reste l'un des plus bas d'Amérique latine. Ce dernier point s'explique en majeure partie par le niveau du revenu par habitant, qui reste le plus faible de l'Amérique latine, et des améliorations importantes ne sont guère probables à moyen terme car le taux de croissance moyen a été de 0,5 pour cent par an au cours des dix dernières années. Compte tenu en outre de la faible élasticité revenu de la pauvreté (0,65 pour 1,0 du PIB par habitant), il est nécessaire de prendre de plus amples mesures pour relever le taux de croissance de l'économie dans des proportions importantes et favoriser une meilleure répartition des revenus, afin d'atteindre l'objectif fixé qui est d'abaisser le niveau de la pauvreté et de la misère de 24 pour cent par an en 2015.



6. Les indicateurs sociaux font apparaître dans certains cas des données plus encourageantes, notamment dans les domaines qui touchent à des services essentiels comme l'éducation et la santé, ce qui est à rapprocher de l'accroissement des dépenses sociales dont la part dans les dépenses totales est passée de 45 à 49 pour cent. Ces indicateurs n'en restent pas moins inférieurs à la moyenne régionale. Si le taux de scolarisation dans les deux premiers cycles de l'enseignement de base est de près de 90 pour cent, car c'est dans ce domaine que les plus grands efforts ont été déployés, le taux de scolarisation dans l'éducation préscolaire et dans le troisième cycle est préoccupant, surtout ce dernier

qui est celui qui regroupe ou qui devrait regrouper les jeunes sur le point d'accéder au marché du travail.

7. Les indicateurs de santé de leur côté font apparaître quelques progrès importants, mais qui ne sont pas suffisants pour garantir la mise en valeur des ressources humaines. D'après le dernier recensement national de la population et du logement entre 1970 et 2001 l'espérance de vie à la naissance est passée de 54 à 71 ans, le taux de mortalité infantile est tombé de 116 à 43 pour 1 000 enfants nés vivants et le taux de mortalité des nourrissons est tombé à 33 pour 1 000 enfants nés vivants. Par ailleurs, le taux de mortalité maternelle a été de 104 pour 1 000 enfants nés vivants en 2001, et la situation est pire dans les zones rurales où les services de soins de santé primaires sont plus précaires. Par ailleurs, le taux de dénutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans est de 32,9 pour cent. La part de la population ayant accès à des services d'eau potable et d'assainissement a augmenté de manière satisfaisante grâce aux programmes et projets sociaux lancés au cours de la dernière décennie, comme le Fonds d'investissement social (FHIS) parmi d'autres. À l'heure actuelle, 80 pour cent de la population a accès à l'eau potable, encore que ce chiffre soit plus faible si l'on considère uniquement la population qui a accès à l'eau courante. Toute l'infrastructure saccagée par le cyclone Mitch en 1998 a été remise en état, et la couverture de ces services a retrouvé le niveau d'avant la catastrophe, mais elle doit encore être étendue sachant les incidences considérables de ces services sur le niveau de santé de la population.

VISION GLOBALE ET OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

8. Les objectifs globaux comme les indicateurs intermédiaires et les indicateurs de résultats de la Stratégie de réduction de la pauvreté ont été arrêtés compte tenu des éléments de diagnostic et des facteurs qui sont à l'origine de la pauvreté qui ont servi de base au débat engagé avec la société civile au cours du processus de consultation. C'est aussi au cours de ce processus que la vision globale pour le pays en 2015 et les directives stratégiques à suivre pour lui donner forme ont été définies. On trouvera au tableau 1 les objectifs de la Stratégie de réduction de la pauvreté, qui contient des chiffres actualisés fondés sur les données les plus récentes dont on dispose.

Tableau 1. Objectifs et indicateurs révisés

Objectif	Indicateur	Donnée de base	Projection			
			2005	2010	2015	2015
Croissance du PIB réel	Croissance du PIB réel (2002)	2,1	3,5	4,5	5,1	5,6
Croissance du PIB par habitant	Croissance du PIB par habitant ² (2002)	-0,3	1,1	2,2	2,8	3,7
Population	Taux de croissance ³ (2002)	2,4	2,4	2,3	2,3	1,9
Dépenses sociales	Dépenses sociales en pourcentage des dépenses totales ⁴ (2001)	47,5	47	48	50	50
Réduire la pauvreté de 24 pour cent	Taux de pauvreté (2002) ⁵	63,9	62,1	60,2	58,4	39,9
	Taux d'extrême pauvreté (2002) ⁵	45,2	43,4	41,5	39,7	21,2
Doubler le taux net de scolarisation au niveau préscolaire sur cinq ans	Taux de scolarisation au niveau préscolaire (2002) ⁵	31,3	36,9	39,7	42,5	62,6
Taux net de scolarisation de 95 pour cent dans les deux premiers cycles de l'éducation de base	Taux de scolarisation, 1 ^{er} et 2 ^{ème} cycles (2002) ⁵	87,7	88,7	89,2	89,7	95,0
Taux net de scolarisation de 70 pour cent dans le 3 ^{ème} cycle de l'éducation de base	Taux de scolarisation dans le 3 ^{ème} cycle de l'éducation de base (2002) ⁵	31,3	36,9	39,7	42,5	70,0

Objectif	Indicateur	Donnée de base	Projection			
			2005	2010	2015	2015
Achèvement de la scolarité pour 50 pour cent des jeunes qui accèdent au marché du travail	Taux de scolarisation dans le "Ciclo diversificado" (10 ^{ème} à 12 ^{ème}) (2002) ⁵	15,3	20,3	22,8	25,3	50,0
	Pourcentage des élèves ayant achevé des études secondaires qui accèdent au marché du travail ⁵ (2002)	11,8	14,5	17,3	20,0	50,0
Réduire de moitié le taux de mortalité infantile et le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans	Taux de mortalité infantile/1 000 naissances vivantes (2001) ⁶	34	32	30	29	16
	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes) ⁶ (2001)	45	42	40	39	23
Taux de dénutrition des enfants de moins de cinq ans	Taux de dénutrition infantile ⁶ (2001)	32,9	30,9	29,9	28,9	20,0
Réduire de moitié la mortalité maternelle	Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes ⁶ (2001)	108	100	96	93	54
Accès de 95 pour cent de la population à l'eau potable et à l'assainissement	Pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable ³ (2002)	78,8	81,1	82,3	83,4	95,0
	Pourcentage de la population ayant accès à un système d'évacuation des eaux usées ³ (2002)	68,4	70,7	71,9	73,0	95,0
Relever de 20 pour cent l'indicateur de développement humain de la population féminine pour l'amener au même niveau que la population masculine	Indicateur sexospécifique du développement humain ⁷ (2001)	0,64	0,65	0,66	0,67	0,77
	Indicateur de la participation des femmes ⁷ (2001)	0,46	0,47	0,48	0,49	0,59
Mettre en œuvre une stratégie de développement durable	Pourcentage de la superficie couverte de forêts ⁸ (2001)	54	56	57	58	60
	Pourcentage des zones protégées sous gestion ⁸ (2001)	30	50	60	70	100
	Pollution de l'air dans les centres urbains (ug/m ³ de PTS) (2001)	618	584	549	514	200

1 BCH.

2 Service de soutien technique (UNAT), fondé sur des chiffres de la BCH et de l'INE.

3 CMPV/INE.

4 SEFIN.

5 Estimations tirées de l'Enquête permanente sur les ménages à buts multiples (EPHMP). Les données originales émanent de la SE.

6 Ministère de la santé, Enquête sur la mortalité maternelle et la mortalité des femmes nubiles au Honduras, 1997.

7 Rapport sur le développement humain 2000.

8 COHDEFOR, fondé sur des chiffres du Réseau national de zones protégées prioritaires (40 zones protégées). 66.0

9. Les paramètres internationaux définis à l'horizon 2015 par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale ont également été pris en compte dans l'élaboration des objectifs. Mais la concrétisation de ces objectifs exige des moyens financiers additionnels considérables; il est donc indispensable d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE et de mieux canaliser et de mieux utiliser les ressources externes en général. Les autorités s'attachent à cette fin à renforcer la coordination en ce qui concerne la coopération internationale, comme on le verra plus loin.

10. Pour favoriser la réalisation de ces objectifs, les autorités s'emploient également à élaborer des stratégies nationales susceptibles de déboucher sur des améliorations substantielles de la compétitivité de l'économie, ainsi que des mesures particulières en vue de développer les secteurs dotés d'un fort potentiel en matière de productivité et de création d'emplois. Par ailleurs, la volonté politique d'augmenter de manière importante et durable le volume et la qualité des dépenses sociales, est de plus en plus manifeste. La concrétisation des objectifs suppose, outre un taux de croissance suffisant et soutenu, la volonté d'encourager les transformations nécessaires dans des domaines

fondamentaux liés à l'encouragement de la compétitivité, au développement humain et à la réduction de la vulnérabilité sur le plan de l'environnement.

Progrès dans la mise en œuvre de la SRP en 2002

APPLICATION DE MESURES D'ORDRE POLITIQUE

11. La SRP a donné lieu à un programme très ambitieux de réforme des politiques, de la législation et des procédures administratives. Ce programme comprend des mesures de renforcement du système juridique, d'intensification de la lutte contre la corruption, de modernisation du système politique et d'amélioration du climat d'investissement. En 2002, le gouvernement et le Congrès national ont mis en œuvre ce programme avec ardeur.

12. En matière de politique économique, l'objectif à court terme a été de tenir les engagements pris dans le domaine fiscal et monétaire et en ce qui concerne la gestion du système financier, la balance des paiements et les réformes structurelles, conformément à l'accord conclu entre le Honduras et le FMI dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. S'il est parvenu à atteindre les objectifs fixés dans le domaine monétaire et en ce qui concerne la balance des paiements, le pays a rencontré des difficultés pour ce qui est de la gestion fiscale et, en conséquence, l'accord avec le FMI a été suspendu en 2001. Quoi qu'il en soit, les mesures correctives qui ont été prises ont rendu possible la signature d'une lettre d'intention en vue d'appliquer, dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, un nouveau programme pour 2003-2005. C'est en appliquant ce programme que le Honduras poursuivra les objectifs de la SRP, qui sont d'accroître les revenus fiscaux, de rationaliser les dépenses publiques en donnant la priorité aux programmes de la SRP, d'obtenir un financement externe à des conditions favorables et de maintenir l'inflation à un niveau peu élevé.

13. Les autres mesures d'ordre politique déjà prises dans le cadre de la SRP sont notamment les suivantes: application de dispositions visant à renforcer le système juridique et à lutter contre la corruption, approbation de la Loi sur la simplification des formalités administratives, création du Conseil national de la concurrence et ouverture de négociations pour la conclusion d'un traité de libre-échange avec les États-Unis (TLC-CA-USA).

14. Un certain nombre de mesures d'ordre politique et de réformes juridiques et administratives prévues dans le document de 2001 de la SRP n'ont pas encore été mises en œuvre, en partie du fait de l'impossibilité de lancer simultanément toutes les initiatives et de la nécessité de réexaminer le contenu et la formulation de plusieurs politiques et lois. Le Congrès a été dessaisi des projets de loi-cadre sur l'énergie électrique afin que ceux-ci soient remaniés et que de nouvelles versions soient soumises en 2003. Les autres mesures en suspens sont notamment les suivantes: Loi sur l'exploitation forestière, réforme des codes du travail et du commerce, Loi de promotion et de protection de la concurrence, Loi sur l'Institut hondurien de sécurité sociale, Loi de modernisation du secteur du logement et Loi-cadre générale sur l'éducation. Les projets de Loi de simplification et de modernisation de l'impôt sur le revenu et de Loi unifiée sur le registre national de la propriété ont déjà été élaborés et soumis au Congrès national.

MISE EN PLACE DU CADRE INSTITUTIONNEL DE LA SRP

15. En 2002, le gouvernement et la société civile se sont employés à asseoir la SRP sur des bases opérationnelles solides. En conséquence, le cadre institutionnel est aujourd'hui bien défini, les mécanismes de coordination de la SRP et de couplage avec le processus de décentralisation sont en

place et des progrès sont en cours dans le domaine de la conception et de la mise en œuvre rapide des systèmes de suivi et d'évaluation des politiques, des projets et des indicateurs de la SRP.

16. Un cadre opérationnel et institutionnel, avec des fonctions clairement définies et une coordination appropriée, a été mis en place à des fins d'exécution, de suivi et d'évaluation de la SRP. Pour cela, des dispositions légales ont été prises, les ajustements institutionnels nécessaires ont été effectués et de nouveaux mécanismes ont été créés pour assurer une articulation adéquate, du niveau central aux niveaux municipaux et locaux, des mesures prises pour réduire plus efficacement la pauvreté et pour centrer l'action sur les groupes les plus vulnérables. Les aspects saillants de ce cadre opérationnel sont entre autres la définition des fonctions du Cabinet social, la mise en place du Conseil consultatif, la création d'un groupe technique interinstitutionnel de soutien et la création du Fonds pour la réduction de la pauvreté.

Engagements et politiques à moyen terme

17. L'actuelle administration d'État a classé par ordre de priorité les buts et les programmes de la SRP, en fonction des axes fondamentaux de son programme de gouvernement et des impératifs à court et à moyen terme. Ainsi, des engagements ont été pris en matière de politique et d'orientation des ressources dans trois directions principales: i) relance économique et création d'emplois; ii) développement du capital humain; iii) justice et sécurité citoyenne.

18. Ces priorités s'organisent autour de trois axes transversaux, à savoir la protection de l'environnement et la prévention des risques, l'égalité des sexes et la décentralisation. Chacun des engagements pris est conforme aux politiques et aux programmes énoncés dans le document original de la SRP, enrichi et complété par les propositions avancées dans le cadre des tables rondes sectorielles et des autres instances de participation de la société civile et de coopération internationale.
